

W $\frac{3}{11818}$

LA LETTONIE

ET LE

PROBLÈME BALTIQUE

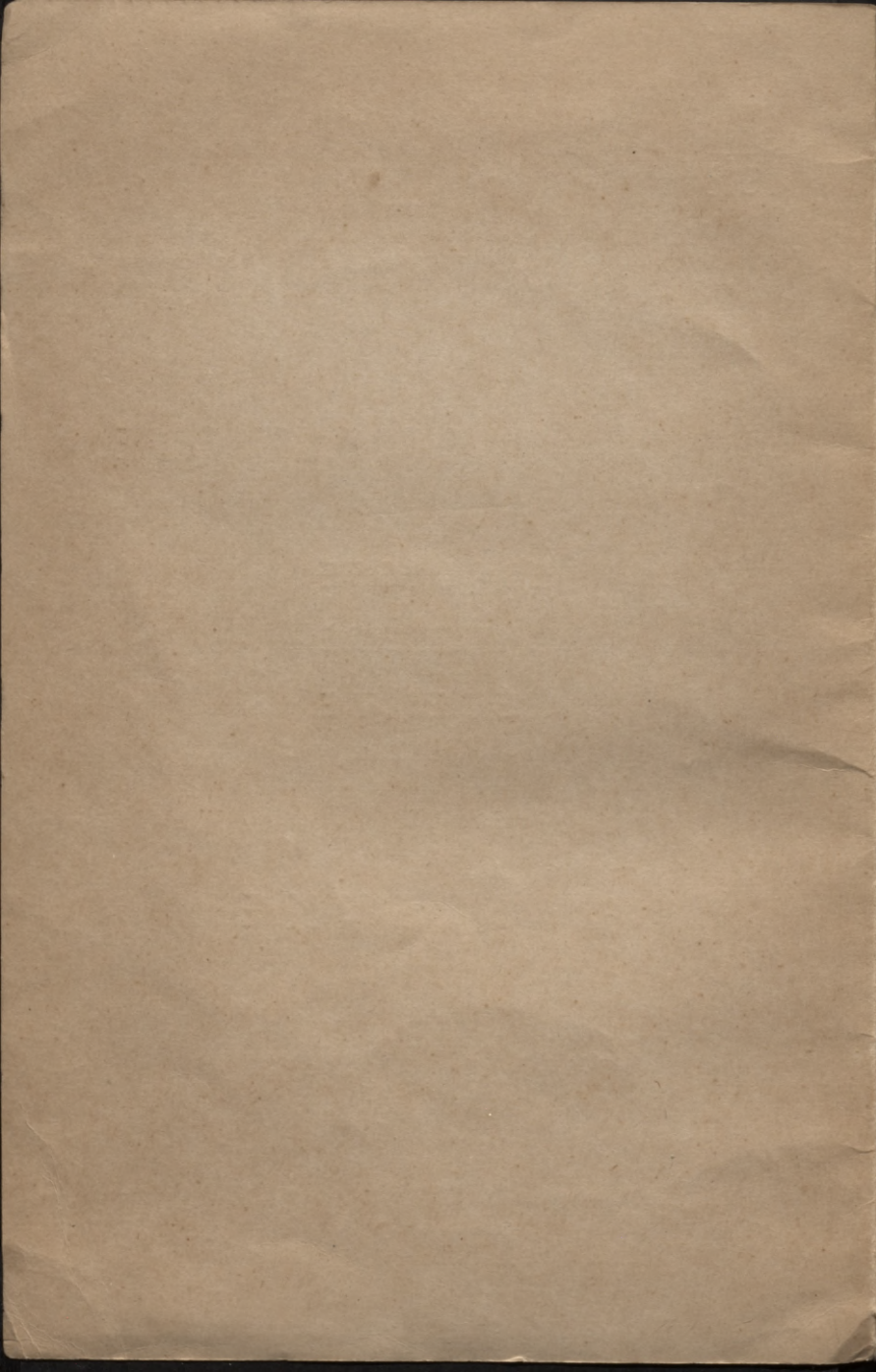
ESQUISSE
D'HISTOIRE
RÉCENTE

PAR

A. SPEKKE

ANCIEN PROFESSEUR

A L'UNIVERSITE DE RIGA



3
W 11818

publ.
yh
9

LA LETTONIE

ET LE

PROBLÈME BALTIQUE

ESQUISSE

D'HISTOIRE

RÉCENTE

PAR

A. SPEKKE

ANCIEN PROFESSEUR

A L'UNIVERSITE DE RIGA

80

LATVIJAS NACIONĀLĀ
BIBLIOTĒKA

~~94-18-514~~

0309114334

LA LETTONIE, PAYS DE FRONTIERE SECLAIRE

Le continent européen a trois petites mers intérieures : la Baltique, l'Adriatique et la Mer Noire, et une grande mer qui lie trois continents : la Méditerranée, mer intercontinentale, dont l'histoire diffère sensiblement de celle des trois mers citées plus haut. Les côtes de ces mers ont subi déjà depuis des siècles différentes grandes invasions et les peuples qui y habitent ont généralement eu une histoire compliquée et pleine d'adversités. Avant l'aube de l'histoire européenne, la direction des grandes migrations et des déplacements des peuples était celle de l'est vers l'ouest (l'expansion indoeuropéenne), mais après le processus de la cristallisation séculaire des nations et des Etats européens et après la création de la civilisation européenne, maîtresse des continents — c'est un célèbre géographe français qui appelle l'Europe le « continent de qualité » — a commencé une expansion civilisatrice dans la direction inverse : de l'ouest à l'est et cela, en partie bien entendu, déjà des temps de la Grèce antique et de sa pénétration dans l'Asie Mineure. Ces flux et ces reflux se font sentir particulièrement sur les côtes de ces mers internes, parce que sur ces côtes se rencontrent pacifiquement, par le commerce des biens et des idées, ou en lutte pour les positions de départ, les forces du continent avec celles des mers libres, et comme l'Europe, d'après la belle formule qui date déjà des temps de Humboldt, n'est qu'une presqu'île de l'Asie, les forces massives et rigides du continent euro-asiatique se font surtout sentir sur les côtes orientales des mers internes susnommées. Qu'on pense, à part l'histoire de la Baltique, aussi aux destinées historiques de la Dalmatie, de l'Albanie, de l'Épire sur l'Adriatique, qu'on pense aussi, dans une projection géographique un peu différente, à la côte nord de la Mer Noire, et surtout à la Crimée (Grecs, royaume du Bosphore, Goths, Khazars, colonies italiennes, khanat

tatare, etc., etc.). Situations privilégiées et dangereuses : privilégiées, parce que fécondes d'infiltrations variées, comme c'est toujours le cas des carrefours historiques ; dangereuses, et — aux moments de grands conflits — tragiques, parce que toujours l'objet de convoitise des grands voisins. La situation géographique de la côte baltique nous impose encore une comparaison. Les grands fleuves naissent au delà des frontières ethniques et politiques des pays baltes : la Daugava (Duna) dans la province de Tver, à la distance de 13 km. des sources de la Volga ; le Niemunas (Niemen, Memel) dans la province de Minsk ; le Rhin « allemand », lui aussi, se jette dans la Mer du Nord sur la côte flamande. Lui aussi, comme les fleuves baltiques, augmente, par ce fait, la pression du continent sur la côte. Mais la côte flamande-hollandaise est celle de l'Océan, tandis que pour les pays baltes la presque île scandinave se présente comme une espèce de barrière. En coupant l'accès direct des Baltes aux vastes horizons de l'Océan, elle augmente, elle aussi, la pression du continent sur la Mer Baltique.

Et alors, en faisant les comptes, disons que s'il n'existait que la géographie ou, mieux, la fatalité géographique, comme le veulent certaines écoles de cette science, le sort des Baltes aurait été bien dur. Mais c'est la résistance civilisatrice, c'est l'histoire qui a créé les pays baltes et les a sauvés pendant des siècles de toutes sortes de dangers, d'abord des forces obscures de la pré-histoire (l'expansion slave du VI^e au X^e siècle) ; c'est elle qui les sauvera encore une fois de ces embrassements continentaux qui ressemblent plutôt à des étranglements.

II

LA MOSCOVIE DEVIENT « RUSSIE » EN SE FRAYANT LA ROUTE VERS LA BALTIQUE

Ce n'est pas un manuel d'histoire que je veux écrire ici ; mon but est d'aller à la recherche de certains faits et de certaines situations des siècles passés qui puissent nous faire comprendre certains événements de nos jours. C'est ainsi que nous allons sauter les siècles de la grande expansion slave (à partir du VI^e siècle), les attaques des Vikings (à partir du VIII^e siècle), l'époque de la formation des Etas régionaux lettons (à partir du VIII^e siècle), l'arrivée des croisés allemands-saxons dans les pays baltes pour s'y établir pendant plusieurs siècles (XIII^e siècle) ; ainsi nous arriverons directement au XVI^e siècle, celui de la première tentative massive des Moscovites d'envahir les pays baltes.

On la connaît, cette « guerre livonienne » (1558-1582), conduite par Ivan IV le Terrible, mais on sait aussi que ce n'est que son lointain successeur, Pierre le Grand, qui a réussi à conquérir une partie de la côte de la mer qui s'appelait, encore pendant cette période, « la mer des variagues ». La Grande Encyclopédie Soviétique est bien franche sur le propos de Ivan IV (p. 368) : « La question de la Baltique orientale (pribaltiki) avait une importance décisive pour les destinées historiques de la Russie ; de cette question dépendait la question si la Russie « entrerait dans le système des Etats européens ou pas ». Mais Ivan le Terrible ne réussit pas. Du côté adverse, il y avait le plus grand roi de la Pologne, Etienne Bathory, qui savait conduire avec fermeté ses armées composées de Polonais, de Lithuaniens, de Hongrois, d'Allemands, et même de quelques détachements de Tatares, contre les Russes et les Tatares du tsar moscovite.

Les descriptions pittoresques de ces événements sanglants, aussi sur le sol balte, on les lira ailleurs, mais il est nécessaire

de souligner ici un élément de nature intercontinentale dans ce sauvage conflit de l'est et de l'ouest : la Moscovie seule est trop faible pour se frayer la route vers la Baltique ; elle y réussira l'œuvre de trois tsars russes, avec leurs guerres d'expansion : seulement après avoir organisé son hinterland asiatique. C'est deux s'appellent « grands », et le premier, le précurseur — « terrible » (Ivan IV, Pierre le Grand, Catherine II la Grande). On voit que la conquête de l'ouest n'est pas facile pour les Moscovites.

Après la période appelée « trouble », le tsar Aleksey, en profitant des guerres des Suédois avec les Polonais, essaie sa fortune. Il réussit pour un certain temps d'assiéger Riga, puis il se retire (1656). La Moscovie est prête pour faire des raids dangereux, mais elle ne sait pas encore enfoncer les murailles des « très dures villes allemandes » (paroles de Ivan IV) et pour assujettir même de petites régions de la civilisation occidentale. Il faudra toute la force d'une personnalité exceptionnelle, comme celle de Pierre le Grand, ainsi que de deux dizaines d'années de guerre (1701-1721, la paix de Altmark 1729), pour conquérir une partie de la Livonie, avec son port principal, Riga. Et puis, il faudra encore une coalition d'Etats, dirigée contre le roi génial et fou Charles XII. La joie chez les Russes, après leur victoire, était immense, mais le pays même, après la cruelle campagne de Chérémétjev, ressemblait à une plaie ouverte et était en plus affligé par la peste.

Le duché de Courlande reste à part, pour trois quarts d'un siècle (son existence totale est de deux siècles et un tiers) ; la Suède est liquidée comme grande puissance et la Pologne est piétinée d'un bout à l'autre par les armées des conquérants (Suédois et Russes). Comme nous le disions : l'avance des Moscovites vers l'ouest n'est pas rapide.

Avec l'arrivée des Russes à la Baltique, nous voilà devant un changement de grande importance, avec de vastes répercussions. En d'autres mots, nous assistons à un profond changement d'un diagramme séculaire de forces dans l'Europe orientale. Ce diagramme, je l'ai comparé une fois avec le dessin de la croix (« Lettonia — Il Mondo d'oggi », Roma 1939, p. 19-20) : les forces de l'ouest (Scandinaves, Allemandes) et les forces de l'est (Russes), en se dirigeant respectivement vers l'est ou vers l'ouest, se rencontrent assez souvent, pour régler leurs comptes, sur la côte orientale de la Baltique et surtout dans les parages autour de l'embouchure de la Daugava, appelée aussi Veina, Duna, Dvina,

Dzwina (combien de noms, combien de fatalités !), où se trouve Riga ; ces forces horizontales sont contrecarrées par les forces verticales (Finnois, Estoniens, Baltes, Polonais) : quand la ligne verticale prévaut, on voit sur les cartes historiques toute une série d'unités politiques, de la Mer Blanche jusqu'à la Mer Noire ; mais quand — de date récente, notons cela — les empires de l'Europe centrale ou orientale sont en marche, on ne parle que de conquêtes, de partages, et dans les temps modernes : de protectorats. Avec ce diagramme de forces, avec son centre instable, sont liés les destins du peuple letton. Cette fois-ci, c'est-à-dire après la Guerre Nordique, la Livonie centrale et septentrionale devenue russe, le reste de la ligne verticale devra tôt ou tard disparaître. Nous sommes entrés dans le siècle des partages de la Pologne.

Le feu professeur Temperley (p. 218) nous donne une vision suggestive de la dangereuse situation géographique de la Pologne et de la zone environnante : « La Pologne », écrit-il, « représente une partie de la grande plaine qui commence en France, passe à travers l'Allemagne septentrionale et la Russie pour terminer aux Ourals. Ce pays se trouve au point où cette plaine qui est relativement étroite à l'ouest, s'élargit comme un éventail, en s'appuyant au sud à la courbe des Carpates, pour s'étendre de suite de la Baltique jusqu'à la Mer Noire. Une pareille position qui peut être comparée avec le goulot d'un entonnoir, ou avec la porte cochère de la large plaine de l'est vers celle, plus étroite, de l'ouest, a placé la Pologne dans les régions qui ont toujours été la grande route commerciale et militaire entre l'est et l'ouest, ainsi que sur certaines routes importantes entre le nord et le sud. Une position pareille a donné de grands avantages et présente, peut-être, de plus grands dangers encore. » (Voir aussi p. 219 où on trouve une fine analyse de l'importance politique des fleuves polonais, et p. 223, où l'auteur parle du « large isthme entre la Baltique et la Mer Noire qui relie l'orient continental de l'Europe avec l'Europe péninsulaire de l'ouest ».)

III

LES PARTAGES DE LA POLOGNE (1772-1795) ET L'ACCORD DE TILSITT (1807)

Il n'y a pas de pays en Europe qui n'ait pas perdu son indépendance pour un certain délai, mais il n'y a certainement pas eu, sur ce continent, un pays qui ait subi tant de partages que la Pologne, — partages combinés par ses grands voisins, entendons-nous. Pourquoi ? Evidemment par la simple raison que la patrie du peuple polonais se trouve justement sur la ligne de base où la soi-disant presque européenne se détache du continent euro-asiatique. Aussi notre ligne verticale du diagramme de la croix passe-t-elle à travers le pays des Polonais. Cela ne veut pas signifier une fatalité devant laquelle l'énergie nationale et politique doit abdiquer ; cela veut seulement dire que nous avons ici devant nous une zone constamment convoitée par des forces de différentes origines, une zone où la géographie et l'histoire sont en conflit quasi permanent (qu'il me soit permis de modifier de cette manière la formule expressive de J. Ancel, qui l'a appliquée à la Livonie).

Au XVIII^e siècle, on a partagé la Pologne trois fois (1772, 1793, 1795). Cela veut dire que les trois (et une fois les deux) Etats, qui ont achevé cette noble besogne, étaient devenus des facteurs politiques considérables, même redoutables. Et non seulement cela ; il y avait aussi des stimulations idéologiques : « La Pologne (écrit le prof. Temperley, p. 225) a été le premier expériment sur une vaste échelle d'une république fédérale, jusqu'aux temps des Etats-Unis. Aux XVI^e et XVII^e siècles, cette république a été l'Etat le plus libre en Europe, l'Etat où existaient dans le plus haut degré les libertés constitutionnelles, civiques, intellectuelles et religieuses. » Et cela, pour se trouver entourée au XVIII^e siècle de la Prusse et de deux empires « des dames » (Catherine II et Marie-Thérèse), comme ironisait Frédéric le Prussien, appelé

grand, mais évidemment pas à cause de son amour pour différentes libertés. Et les successeurs de ces mêmes trois souverains se trouvaient de nouveau alliés à la Bataille des Nations à Leipzig. Le vrai « spiritus movens » des partages polonais était la tsarine russe, habilement secondée par Frédéric le Grand qui a obtenu pour tout cela — chose triste à dire — les éloges fervents de la part de Voltaire (voir : « The Partitions of Poland », by Lord Eversly, p. 162). Quand la Pologne, trop libérale pour son entourage, devait succomber, le Duché de Courlande (formellement attaché à la Couronne Polonaise) tomba aussi comme un fruit mûr dans l'auguste sein de la tsarine. « Finis crucis » : les forces verticales cessent d'exister, au moins en apparence, sur les cartes historiques, pour un délai d'un siècle environ.

Et pour que le tableau soit complet, voilà l'accord de Tilsitt de 1807, par lequel le reste de ces forces verticales, la Finlande, jusqu'ici une province suédoise, doit devenir une zone d'influence russe. L'empereur de Toutes les Russies, Alexandre I^{er}, et l'empereur de la Révolution Française, mère de toutes les révolutions des temps modernes, Napoléon I^{er} — des ennemis d'hier — se serrent les mains sur le radeau de Niemunas-Niémen, pour sceller l'acte du partage des zones d'influence dans le continent européen. L'accord n'a duré qu'à peine cinq ans — c'est sans doute souvent le sort de pareils accords solennels — mais les destins politiques de la Finlande doivent désormais prendre une nouvelle direction.

IV

LE SIECLE DES NATIONALITES (XIX^e)

EST PLUS FORT QUE LE CONGRES DE VIENNE

En 1815 siégea et s'amusa dans les splendides palais de la capitale habsbourgienne le Congrès de Vienne et en 1918 fut signé dans la Galerie des Glaces à Versailles la paix qui termina la première guerre mondiale. C'est un siècle qui commence, le célèbre siècle des révolutions nationales et sociales, le siècle des luttes et des triomphes du « tiers Etat » et des violents débuts du « quatrième ». Un siècle de grandes acquisitions dans le domaine de différentes sciences et du progrès humanitaire et un siècle, en même temps, de forts courants matérialistes, dont les dernières conséquences sont peu engageantes et prometteuses pour le bien de l'humanité.

Le secteur baltique est établi « pour des temps éternels », comme le dit le décret du 20 janvier 1809 du tsar Alexandre à l'égard de la Finlande, — il est donc soumis à l'égide russe. Pourtant la Finlande garde certains privilèges. La Pologne qui, après avoir commencé comme « Pologne du Congrès » (voir ci-dessous), c'est-à-dire comme royaume (très réduit d'ailleurs) uni à la Russie, en d'autres paroles comme conséquence de la reconnaissance internationale du troisième partage (1795), finit, après les révolutions de 1830-1831 et de 1863-1864, par devenir une des provinces de l'empire des tsars des plus mal traitées.

Le monde s'habitue à considérer cette situation comme normale et, en regardant les cartes politiques de l'Europe créée par le Congrès de Vienne, il oublie de regarder les cartes historiques

anciennes : la Mer Baltique est désormais une frontière, et non plus un centre d'expansion culturelle, comme elle l'était pendant une dizaine de siècles au moins, et l'on entendait répéter, sans qu'une objection soit possible, que « la Russie a un besoin indiscutable des ports de la côte orientale de cette mer, comme chaque organisme vivant a besoin de poumons pour respirer ». C'était « la psychologie impérialiste » prônée dans les gros volumes d'histoire universelle de ce siècle ; le nom « Pologne » devint un symbole de la disgrâce nationale et les Baltes — qui les connaissait alors ? qui connaissait même leur existence ? Naturellement, des exceptions existent : les linguistes du XIX^e siècle s'intéressent aux langues baltes, surtout au lithuanien, curieusement archaïque dans sa phonétique ; les historiens étudient les fastes splendides du Grand-Duché Lithuanien (XIV^e et XV^e siècles), la plume d'Elisée Reclus sait écrire de belles lignes sur les Lettons, etc. — tout cela est vrai, mais en ce qui concerne le grand public, il sera surpris de retrouver les Baltes à la fin de la première guerre mondiale.

Le siècle des nationalités, comme on appelle le XIX^e siècle, a réveillé à une vie nouvelle non seulement « les grands », il a ressuscité aussi des « moyens » et même des « petits ». Non seulement deux grandes nations de l'Europe ont retrouvé leur unité politique, l'Allemagne et l'Italie, mais aussi beaucoup de moyennes et de petites nations ont tâché de réaliser, sans penser aux sacrifices et aux victimes, l'idée suprême qui ne doit pas s'arrêter devant les sacrifices (paroles du poète letton J. Rainis). Encore en « plein règne » de Metternich et de Nicolas I^{er}, se libèrent la Grèce, la Belgique, la Serbie ; de sérieuses secousses se produisent en Espagne, en Irlande, et l'orageuse année 1848 se fait sentir un peu partout. La force intrinsèque de l'idée nationale est telle qu'à la suite de la guerre russo-turque, au Congrès de Berlin (1878), sous la présidence de Bismarck, on est obligé de reconnaître la souveraineté inconditionnée de plusieurs peuples balkaniques, en initiant de cette façon la future « balkanisation » (terme usé toujours dans un sens péjoratif) d'un secteur important de l'Europe. Finalement, au nombre déjà sensiblement augmenté des peuples souverains, la première guerre mondiale ajoute l'Albanie, la Pologne, la Finlande, les trois Etats Baltiques, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Irlande. Dans l'orient de notre continent le rythme politique est toujours plus lent. Et ainsi, nous voilà devant le tapis multicolore des unités politiques dans notre

« continent de qualité », pendant la période entre les deux guerres mondiales.

A Riga, capitale de la Lettonie, où maintenant n'est admis aucun représentant diplomatique étranger et aucun journaliste étranger, il y avait à cette époque plus de vingt légations étrangères, ainsi que de nombreux consulats et représentants des grands journaux du monde.

AU TOURNANT DU SIECLE DES GUERRES MONDIALES

Pour mieux comprendre certains problèmes, faisons quelques pas en arrière. Le monde s'était tellement habitué aux cartes politiques du Congrès de Vienne, surtout en ce qui concerne la côte baltique, que l'apparition des Etats Baltiques, créés par des peuples soi-disant « sans passé historique », semblait à beaucoup de personnes une affaire de surprise, même peu normale. On y opposait une série d'objections et de critiques et cela déconcertait parfois même des personnages bien disposés envers les peuples baltes. L'encre s'est effacée sur ces textes polémiques imprimés ou écrits. On ne doute plus maintenant des capacités économiques et administratives des peuples baltes et on accepte comme naturelles et légitimes nos efforts et aspirations culturelles. L'émigration lettonne (de 1944 à 1945) a ouvert les yeux à beaucoup de personnes ; un problème brûlant en 1919-1920 — la réforme agraire — peut être regardée, en face des expériences d'aujourd'hui dans beaucoup de pays, derrière le Rideau de fer, comme une sorte de panacée sociale pour sauver le principe de la propriété terrienne. Dans ces régions, il ne reste que le seul principe de la force, ou ce qu'on appelle « l'équilibre politique et l'équilibre militaire » ; de nos jours, c'est plus vrai que jamais. De cela, nous allons encore parler vers la fin de cette brochure.

Toute cette polémique autour de l'acte de naissance des nouveaux Etats est une chose plutôt naturelle dans ce vieux continent, si imbu d'amour-propre et de snobisme politique. Les rapports confidentiels et les bavardages des salons se ressemblent souvent ; cela est vrai pour la Belgique en 1830 et pour la Pologne en 1918, ou pour quelques pays balkaniques après le Congrès de Berlin, ou pour les pays baltiques après la paix de Versailles :

souvent on ne sait pas distinguer les ambitions secrètes, les intérêts et la voix de l'amour-propre du style traditionnel des rapports officiels.

En tout cas, vers le tournant du XX^e siècle, en Lettonie et dans les autres pays baltiques on trouve une bourgeoisie nationalement disciplinée et politiquement militante, des paysans aisés ou même riches, une classe d'ouvriers industriels avec un bon « standard of life » et surtout une élite intellectuelle, prête à prendre sur ses épaules les responsabilités du pouvoir, malgré toutes les difficultés.

Et voici quelques explications au lecteur étranger. Les générations du « Risorgimento » letton, pour user ce joli et expressif terme italien, ont laissé à la postérité leurs legs d'efforts économiques et culturels, ainsi que celui de l'unité nationale. La période de la russification durant la dernière moitié du règne du tsar Alexandre III (+1894) n'a pu que ralentir ces efforts, en forçant les esprits actifs à une sorte de repli ou recueillement, mais les influences socialistes, venues en grande partie de la Russie comme des ombres fidèles de la politique d'oppression, ont provoqué de la scission aussi dans les milieux nationaux lettons de la fin du XIX^e siècle et du commencement du XX^e siècle. Aussi la révolution de 1905, avec ses plus violents sursauts justement dans les « provinces baltiques » (comme on les appelait à ce temps-là), dans le Caucase et à Saint-Pétersbourg, passe-t-elle en bonne partie sous les drapeaux rouges des partis politiques de gauche, quoique à la campagne les paysans l'interprétaient généralement comme une occasion de lutte nationale contre les oppresseurs séculaires, les « barons baltes », jadis fameux. En tout cas, toute cette fermentation nationale et sociale était un indice infaillible des changements plus ou moins immédiats : dans les villes, pendant les élections municipales on prenait d'assaut les majorités allemandes, protégées par les forteresses de leurs privilèges médiévaux et les campagnes, toujours fidèles à leur autonomie administrative (dans les communes) devenaient très actives dans la création de sociétés agricoles et coopératives, — ainsi les formules d'autonomie régionale ou même d'indépendance nationale, lancées pendant l'orageuse année 1905, n'étaient que la continuation logique de la lutte pour les droits, et cela — n'oublions pas cette nuance baltique — sous la double pression de l'aristocratie allemande-balte, toujours encore assez forte (aussi à la Cour des Tsars) et de la bureaucratie russe, toujours plus harcelante.

VI

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET LA PAIX DE VERSAILLES

Avant la guerre de 1914-1918, le monde entier, surtout celui de l'occident, comme nous l'avons déjà dit, connaissait assez mal ou même très mal les Baltes. En Russie tsariste on les considérait comme une espèce d'Allemands, en occident — comme une espèce de Russes, le terme « balte » étant lié avec celui du « baron ».

Ce fait était d'autant plus curieux que la propagande touristique ou balnéaire même, sans parler d'un certain intérêt folkloristique du grand public pour les Basques ou les Bretons, par exemple, ou pour les « highlander's » ou pour les courageux Irlandais, était non seulement existante, mais influençait même certaines créations littéraires. Les Baltes ont dû traverser deux fois la « vallée de la mort », être deux fois au carrefour des plus grands conflits de l'histoire, pour mériter un intérêt toujours croissant dans différents coins de ce globe.

Les meilleures preuves de cet état des choses pendant la première guerre mondiale nous sont fournies par les volumineuses histoires de cette guerre, par exemple, « The Times History of the World War », 20 vol., 1919, et G. Hanotaux, « Histoire illustrée de la guerre de 1914 », 17 vol., 1920. Dans ces éditions on trouvera à la place due les noms de la Courlande et de la Livonie, mais le peuple letton, on ne l'y trouvera pas, et cela malgré les importants faits d'armes des tirailleurs lettons, formés déjà le 19 juillet 1915. Seulement le célèbre poète flamand Verhaeren a entendu ces échos lointains.

La chronique militaire de cette guerre évoque de nouveau devant nos yeux le diagramme de forces dont nous avons parlé. D'abord les trois puissants empires en lutte, dites forces horizontales, après un certain flottement de la ligne d'équilibre (Prusse

Orientale, contre-choc allemand, l'attaque russe en Galicie, etc.), se contre-balancent pour une période plutôt longue (trois années environ), et la partie septentrionale de la ligne du front de l'est coupe justement en deux le territoire letton, en passant par la Daugava-Duna-Dvinà. Cette ligne est dépassée par les Allemands seulement après la démoralisation des troupes russes par la propagande bolchéviste.

C'est bien ici qu'on doit mentionner la formation des tirailleurs lettons (huit bataillons et un bataillon de réserve, transformés ensuite en neuf régiments). Ce fait était pour les temps d'alors une création sans précédent : encore en pleine « psychologie de l'empire tsariste », on permet l'organisation d'unités militaires nationales, avec des officiers lettons, avec des drapeaux nationaux même, et cela est accordé à un peuple des confins de l'empire qui a été, il y a seulement dix ans, très révolutionnaire. On sait maintenant qu'il y avait beaucoup d'opposition dans les hautes sphères de Saint-Pétersbourg — baptisé Pétrograd pendant cette guerre — et que les députés lettons à la Douma ont dû travailler sans relâche pour réaliser leur idée. Finalement, le statut des troupes lettonnes fut approuvé par le tsar en personne, dont les annotations sur certains documents officiels sont assez amusantes à lire. Evidemment, la haine des Lettons contre les « barons baltes » semblait offrir certaines garanties et l'on envoyait ces formations lettonnes immédiatement au front, où elles se sont battues, comme doivent se battre ceux qui défendent leur patrie. Et si l'on avait besoin d'une appréciation venant de l'étranger, on pourrait citer un des discours du Kaiser Guillaume, où il parle « des huit étoiles du front de Riga », qu'on doit éteindre pour qu'on puisse conquérir cette ville (voir Temperley, p. 294). Mais le sacrifice des tirailleurs lettons fut vain, du point de vue militaire immédiat : plus ils enfonçaient les lignes allemandes, plus les réserves russes prenaient la direction inverse... (la Bataille de Noël 1916, etc.). Le mécontentement d'une petite partie d'eux les faisait glisser vers les slogans du bolchévisme, tandis que la grande majorité des troupes lettonnes a su éviter d'une manière ou d'une autre de subir la décomposition des troupes russes ; c'est de ces réserves que se forma ensuite la nouvelle armée lettonne. La minorité, devenue rouge, passa au service direct des nouveaux dirigeants du Kremlin, mais avec le temps, on se brouilla — chose habituelle pendant les révolutions ; et Trotsky, pour se libérer de ces insolents « prétoriens » lettons, les jeta contre les

troupes du général Wrangel en Crimée. Les survivants rentrèrent, après des péripéties peu communes, en Lettonie, pour devenir de bons citoyens de la République.

Avant et parallèlement à ces événements militaires il y avait tout un développement, rapidement croissant, de l'organisation politique, même sous l'occupation allemande. Quelques dates seulement pour donner au lecteur un fil conducteur chronologique.

Le Comité Central pour l'aide aux réfugiés de la Courlande, à Saint-Pétersbourg, août 1915.

Le Conseil Provisoire de la Livonie, à Riga, mars 1917 (immédiatement après l'abdication du tsar).

Le Conseil National Letton, octobre 1917, et le Cartel Démocratique de Riga, sous l'occupation allemande.

Le Conseil Provisoire de la Lettonie, le 17 novembre 1918 qui, le lendemain, proclama la Constitution de l'Etat Letton.

Les Allemands et les Russes battus changent de couleur politique tous les deux, mais ne se résignent point à la perte de « leurs » positions sur la côte balte.

Voilà deux autres listes chronologiques :

Du côté allemand, en 1918 :

Le Duché Baltique, le Duché de Courlande ;

Le Landesrat allemand ;

La mission de A. Winnig comme représentant de la République de Weimar.

En 1919 :

La mission militaire du général von der Goltz ;

Le poutch de Liepaja (Libau) contre le Gouvernement Provisoire Letton, 16 avril ;

L'attaque de Bermont contre Riga, mois d'octobre.

Le 15 juillet 1920 : Traité de paix avec l'Allemagne.

Du côté russe :

Les bolcheviks, après les premiers échecs, recommencent :

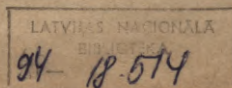
1918, décembre : invasion du territoire letton ;

1919, 3 janvier : chute de Riga ;

1919, 22 mai : Riga libéré par les Allemands et les Lettons ;

1920, janvier : libération de la Letgalie, avec l'aide des Polonais ;

1920, 31 août : Traité de paix avec les Russes.



Finalement, le 1^{er} mai 1920, se réunit pour la séance d'ouverture la Constituante de la République de Lettonie.

On voit que la fin de la première guerre mondiale a été en Europe orientale assez mouvementée. A Paris, les alliés, désormais maîtres de la situation après la victoire, étaient peu résolus d'intervenir directement, soit à cause de leur connaissance bien limitée des circonstances, soit à cause de leur méfiance envers les « forces nouvelles », soit enfin étant peu certains de l'avenir et des possibilités de la révolution russe. Ils ont aidé tout de même les Lettons dans leurs luttes, parfois désespérées, mais cette aide se limitait à l'envoi de missions militaires, à la concession d'emprunts, du ravitaillement, de la vente de certaines quantités d'armes, etc. (voir David Hunter Miller, « My Diary at the Conference of Paris », New-York, 1924 ; surtout vol. XVI, p. 363 et suiv.). Ce n'est qu'au moment de l'attaque perfide de Bermont devant Riga que la flotte alliée ouvrit le feu pour aider les troupes lettonnes. Aussi le Traité de Versailles mentionne-t-il les Etats Baltiques seulement de passage. Leur première « sortie » sur la scène du droit international moderne date de la « paix » de Brest-Litovsk entre les bolcheviks et le Reich allemand (3 mars 1918 et surtout 8 août 1918), où les premiers renoncent officiellement à tous leurs droits sur la Livonie et la Courlande (la Letgalie reste encore dans les frontières de l'U.R.S.S.). Le Traité de Versailles mentionne les Baltés sous la formule vague des « Gouvernements Provisoires de l'Estonie, Livonie et Lithuanie » (§ 433) ; les §§ 116 et 117 obligent l'Allemagne de reconnaître tout ce qui pourra s'organiser dans les territoires qui appartenaient à l'empire russe, et le § 433 parle de l'abolition des clauses du Traité de Brest-Litovsk et oblige les troupes allemandes encore stationnées dans les Etats Baltiques de partir.

Le bilan de la guerre de 1914-1918 est tragique pour les Lettons et en même temps heureux, causant des pertes formidables et procurant des acquisitions de valeur historique. Les réfugiés courlandais, fortement diminués, rentrent dans la patrie, les dévastations et les ruines sont réparées pendant une dizaine d'années de travail constructif, mais les pertes démographiques ne se remplacent que lentement : en 1914, habitaient sur le territoire letton 2.552.000 personnes ; en 1925, après le retour des réfugiés, 1.845.000 ; or, cela fait une perte de 700.000 personnes, c'est-à-dire plus d'un quart de la population !

Un autre élément essentiel de ce bilan est l'appui moral et

aussi pratique des alliés de la première guerre mondiale aux aspirations séculaires des peuples baltiques. La Lettonie est particulièrement reconnaissante à la Grande-Bretagne sur le plan politique et à la France sur le plan culturel. Je ne m'arrêterai pas à raconter ici des faits et épisodes touchants, comme par exemple la participation du lieutenant-colonel Sir H. R. L. G. Alexander, maintenant maréchal et gouverneur général du Canada, à nos luttes de liberté, ou la protection offerte au Président letton K. Ulmanis par la Légation de la Grande-Bretagne pendant le poutch du 16 avril 1919 à Liepaja (Libau) ; terminons donc avec un passage du prof. Temperley qui a eu pour les Baltes des paroles d'estime (p. 292) : « Quand on racontera une fois l'histoire complète, cette histoire épique des luttes des Estoniens et des Lettons pour leur liberté aura une place éminente dans les souvenirs du monde de tels faits historiques. « Un peuple « sans épopée, » a dit Goethe, « n'acquiert jamais une grande « valeur » ; ces peuples baltes, dans l'accomplissement de leurs épopées, ont prouvé leur valeur. — C'est aussi ici que les Lettons pourraient saisir l'occasion d'exprimer leur sincère reconnaissance à leurs amis français de ces temps, surtout à ceux des milieux intellectuels (les professeurs Seignobos, Meillet, Hauser et beaucoup d'autres) qui ont encouragé et appuyé leurs efforts dans des circonstances troubles, parmi les courants indifférents et même hostiles de ce monde d'après guerre.

VII

L'EXPANSION RUSSE VERS L'OUEST FORCÉE DE SE REPLIER SUR SES BASES

A partir de 1918, la Russie des Tsars, désormais l'U.R.R.S., redevient géographiquement la Moscovie — si l'on ne considère que la frontière occidentale —, mais elle garde tout son immense hinterland asiatique, et par la suite sa pression sur ses frontières occidentales est infiniment plus grande et dangereuse qu'aux temps des tsars. Le créateur du bolchévisme, Ouljanov-Lénine, a eu des vues larges et profondes en ce qui concerne la valeur ou plutôt les valeurs de cette expansion géographique, presque illimitée, et ses bons mots à ce propos, comme par exemple celui que « pour arriver à Londres on doit passer par la Chine », sont bien connus. La Russie rouge de nos jours ressemble, si l'on peut risquer une pareille comparaison, à une énorme tortue qui a toujours son écaille pour se retirer en cas de danger, ou mieux encore, elle se présente comme un dragon préhistorique qui peut toujours menacer ses voisins, étant lui-même quasi inaccessible dans sa caverne. Les dirigeants du Kremlin savent très bien tout cela : ils ne commencent point le « bonapartisme » de leur révolution que quand les autres sont en train de se déchirer réciproquement, pour sortir à la recherche des proies. Mais aussi notre côte baltique, qui a donné pendant les années de ces dernières guerres tant à penser et à discuter aux « grands » de nos jours ; aussi elle, a beaucoup changé après 1918. Elle n'est plus la barrière-frontière, plutôt locale, des principautés lettonnes entre les Vikings et les Russes (VIII^e-XI^e siècles), ou une tête de pont du « Drang nach Osten » allemand (XIII^e-XVI^e siècles), ou une pomme de discorde pour les voisins : à qui la côte-clé du « *dominium maris Baltici* » ?, ou mieux, du commerce baltique (XIV^e-XVII^e siècles), ou une frontière de l'empire russe vers l'ouest (XIX^e siècle) ; elle est devenue, après l'année fatale 1918, une frontière des civilisations, des idéologies, le « cordon sanitaire », et si une fois un savant français a dit dans une conférence publi-

que à Riga que notre patrie « est adossée à la grande plaine orientale, mais elle tourne ses regards vers l'occident », moi, j'aimerais changer cette vision en disant qu'étant adossée à la Mer Baltique, la Lettonie observe avec méfiance les éruptions de la « plaine volcanique orientale », comme a défini la Russie un futuriste italien. L'Europe orientale est dans certains sens assez différente de l'Europe occidentale : les frontières y changent plus souvent, mais les peuples ne s'amalgament pas. Les dominateurs y passent et repassent, comme les ondes des hautes marées, mais les rochers riverains restent là où ils étaient. Qu'on observe attentivement une carte linguistique de l'Europe : on verra tout de suite la distribution des grands corps linguistiques, et par suite ethniques, à l'ouest, en partie au centre, et puis à l'est du continent, tandis que la zone entre les lignes de Haparanda-Dantzig-Trieste-la côté orientale de l'Adriatique et de l'autre côté Petsamo-Viipuri (Viborg)-Narva-Minsk-embouchure du Dniestr-Constantinople (tout cela naturellement d'une manière très approximative) se présente à nous comme une agglomération ou un amas même de nombreuses unités linguistiques-ethniques de différente origine (finnoise, balte, slave, latine, albanaise, grecque). C'est la zone, nous disions auparavant, de la base de la presqu'île européenne, zone de transition — quelle parole innocente ! Voilà comme l'explique un historien du XVI^e siècle (A. Guagnini, « Sarmatiae Europae descriptio », 1578) : « Toi (c'est-à-dire le roi Etienne Bathory), tu auras des difficultés et des importunités à gouverner tout cela (la partie centrale de la zone, bien entendu), surtout parce qu'en elle (c'est-à-dire en Europe orientale) est si grande l'inquiétude et la variété des nations, des langues, des lois, des mœurs, et des autres choses, que pour régler tout cela d'une manière convenable, tu auras... besoin de la plus haute sagesse et de la plus haute vertu (**sapientia virtuteque summa... opus sit**). » Eh bien ! ces **summa virtus et sapientia**, on les a vues remplacées, pendant des siècles d'histoire que nous connaissons, par la force, par la pure et simple force, en la couvrant des plus belles formules et déclarations, comme si cela suffisait, à partir du siècle des partages (si nous voulons mentionner seulement les temps modernes), à la Charte de l'Atlantique et à la Constitution de Staline. Mais les drames et les tragédies ne finissent point ; ils augmentent, au contraire, et ne serait-il pas le temps d'en finir aussi avec les belles déclarations ?

Les raisonnements relatifs aux forces en jeu dans cette « zone »

ont été exprimés aussi dans le Traité de Versailles qui — en théorie au moins — a voulu donner raison au principe wilsonien de l'autodisposition des peuples ou, pour parler simplement : donner la liberté à qui l'a méritée. On a dit tant de mal de ce traité et ses critiques partaient toujours de la base-force. On a exprimé aussi beaucoup de craintes — la haine et le mépris, on les a retenus pour des moments plus appropriés — pour la stabilité du nouvel équilibre autour de la Baltique.

Si l'on ne croit qu'à la force comme maîtresse du monde, beaucoup de ces craintes ont leurs raisons d'exister : il y en avait trop de ces riverains autour de la Baltique et la disproportion des forces entre eux était trop grande. Et alors, quelle solution ? La présente, de 1951 ? Ou l'espoir dans l'O.N.U., deuxième édition de la Société des Nations ? Et si les forces morales de l'humanité ne réussissent pas à dominer, dans une certaine mesure au moins, les forces brutales de la nature, aussi celles de la nature humaine, on va recommencer de situer la Pologne entre Minsk et Stettin, de faire disparaître ou renaître les Baltes, et de ne jamais finir le partage des zones d'influence dans les Balkans ? La Lettonie, pour son compte, a honnêtement rempli son rôle pendant vingt-deux années d'indépendance, quand on ne l'a pas empêchée de le faire. Le mot « honnêtement » n'est pas mon invention, il appartient à un politicien français de haute renommée, à M. E. Herriot, et les accusations ridicules des bolchéviks dans leur ultimatum du 16 juin 1940 le prouvent avec leur éloquent **argumentum ex silentio** ; on n'a pas réussi d'en trouver de meilleurs. Ce qu'elle va devenir, cette « honnête république », on le verra bientôt.

A côté des critiques à l'égard de l'équilibre autour de la Baltique se trouvaient, comme nous disions, des craintes. Les plus obstinées venaient, cette fois, des Etats-Unis. C'est justement l'auteur des célèbres quatorze points, le Président Wilson, qui ne voulait pas donner son « placet » pour la création des Etats Baltiques. Aujourd'hui, sous le jour d'autres circonstances et de différentes appréciations, il est bien curieux de connaître ces formules négatives d'antan. En voilà une (Note à l'Ambassade d'Italie du 12 août 1920) : « Le Gouvernement des Etats-Unis, dans sa réponse au Conseil National Lithuanien du 15 octobre 1919, ainsi que dans son continuél refus de reconnaître les Etats Baltiques comme nations indépendantes et séparées de la Russie, a été guidé par les sentiments d'amitié et par l'obligation d'honneur envers les grandes nations (de la Russie) dont l'autosacri-

fice courageux et héroïque a tellement contribué à la (heureuse) fin de la guerre. » C'est aussi la raison du refus américain de reconnaître l'indépendance des « soi-disant républiques de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan » ; si la république de l'Arménie a été reconnue par les Etats-Unis, les Américains sont toutefois d'avis que les frontières (de l'Arménie) ne doivent pas être tracées « sans le consentement et le bon gré de la Russie » (cité chez Temperley, p. 297). C'est la façade officielle. Mais elle ne résiste pas à la longue à la pression de la psychologie « du printemps des nations », surtout dans cette Amérique du Nord, tellement attachée à la liberté et à la dignité de la personne humaine. Le 28 juillet 1922, les Etats-Unis, chronologiquement les derniers (la première a été l'Italie), reconnaissent « de jure » les trois Etats Baltiques, mais dans la motivation on aperçoit encore quelque ombre du passé : « Le gouvernement des Etats-Unis a toujours souligné qu'on ne doit pas profiter de l'état confus de la Russie pour en exproprier des territoires, et ce principe, il paraît, n'est pas violé en reconnaissant maintenant les gouvernements de l'Estonie, de la Lithuanie et de la Lettonie, créés et soutenus par les populations locales » (cité de la « Latv. Enc. », p. 110).

A côté de ces craintes s'expriment d'anciennes rancunes venant du côté oriental, envers les Etats Baltiques. Il est curieux que justement l'ex-Commissaire des nationalités de l'U. R. S. S., le Géorgien Staline, soit le plus obstiné dans ce sens, plus Russe encore que les Russes eux-mêmes. L'auteur cité de la « Latv. Enc. » (p. 111-113) a réussi à reconstituer toute une longue chronique de la haine du dictateur de la Russie contre les Baltes indépendants. Déjà, en 1922, il aurait existé un plan militaire bolcheviste de l'invasion de l'Estonie, qualifié par Lénine comme aventureux, mais soutenu par Staline ; le 1^{er} décembre 1924, les bolcheviks déclenchent leur poutch à Tallinn (Reval), supprimé par les militaires et les gardes civiques estoniens. Encore un échec donc, mais les rancunes continuent pendant de longues années et il est utile, après tout cela, de méditer de ce point de vue sur tout ce qui va se passer autour du problème baltique pendant et après la deuxième guerre mondiale.

Encore quelques remarques sur les frontières polonaises de la période « après Versailles », frontières qui vont toucher, comme on le verra, de près aussi les Baltes. Le Conseil Suprême des Alliés, dans une période quand tout était encore en flammes en Europe orientale (Bermont, Lithuaniens-Polonais, Polonais-bolche-

viks), a créé dans sa séance du 8 décembre 1919 la soi-disant ligne Curzon, évidemment pour établir encore un point fixe dans la fluidité des événements. Cette ligne, désormais fameuse, on la voit sur la carte dans le livre de Temperley (VI, entre les pages 282 et 283) ; elle court du sud au nord à travers la Galicie orientale, un peu à l'est de Przemyśl, puis elle fait un bond vers l'est, rectifié de nouveau à l'est de Kholm, puis toujours vers le nord, en passant par Brest-Litovsk jusqu'à Grodno, avec une petite courbe vers l'est au sud de cette ville ; de Grodno finalement en direction nord-ouest vers la Prusse orientale. Cette ligne devait signifier une coupe linguistique-ethnique, séparer les Polonais des provinces polonisées, dans le temps passé, des Russes-blancs et des Ukrainiens ; elle suivait aussi la direction générale de la politique anglaise concernant la Pologne en cette époque (voir Temperley, VI, p. 239 et 283). Le biographe de Lord Curzon (« The Earl of Ronaldshay », 1928) est bien fier de l'œuvre de cet homme politique : « Il est difficile de savoir laquelle des deux (qualités) (de Lord Curzon) on doit admirer le plus : le courage ou la sûreté avec lesquels il procéda en traçant de nouvelles frontières, souvent purement arbitraires, pour les peuples de l'Europe centrale, pleins d'opposition, en défaisant les nœuds de la Silésie, de Fiume, de la Pologne et d'autres centres de troubles politiques » (III, p. 261). On le sait qu'ensuite, peu après, cette ligne n'a pas résisté à la force des événements : les Polonais ont réussi à créer leurs frontières orientales bien au delà de cette ligne, et cela avec l'express consentement du dictateur russe Lénine (voir Fischer, I, 463). Elle a aussi beaucoup aidé certains milieux pour attaquer « l'impérialisme » et le « fédéralisme » polonais, mais à ne pas voir ou constater l'impérialisme soviétique (voir Fischer, I, p. 243 sq., 264 sq.) ; son vrai rôle, elle le joue pendant et après la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas à moi de savoir quelles visions de clairvoyance politique a eues l'éminent politicien anglais, sorti de la grande école des Lords Beaconsfield et Salisbury, antibolcheviste et antirusse même par excellence, comme le prouvent les démarches en Turquie et en Perse à cette époque, — mon devoir est celui de constater son attitude envers les Baltes, et aussi, hélas ! les conséquences graves de sa « ligne » pour l'Europe Orientale après la deuxième guerre mondiale. Notre premier ministre des Affaires étrangères, S. Meierovics, a eu des conversations avec lui (chef du Foreign Office en ce temps-là) ; il le décrit comme un parfait lord « jusqu'à la dernière

couture de son habit » (un dicton letton). De ces temps, nous autres Baltes nous savons qu'il était opposé à notre reconnaissance « de jure » (les raisons de Lord Curzon sont énumérées dans la « Latv. Enc. », p. 107-108). Mais tout cela, ce sont des choses d'un passé déjà assez éloigné ; actuellement d'une importance vitale est le fait que les bolcheviks se sont « emparés » de cette « ligne » pour jouer habilement, parfois même avec un peu de théâtre (voir chap. XVIII), leur jeu en jetant les Polonais contre les Allemands et en isolant et en tâchant d'anéantir les Baltes. De tout cela, nous allons reparler dans ledit chapitre XVIII.

VIII

LE PRINTEMPS DES NATIONS ET LES NUAGES MENAÇANTS DES MESSIANISMES TOTALITAIRES

Il était vraiment joli, ce « printemps ». Les forces latentes, exploitées sous la Russie tsariste, des peuples « de différentes origines » (« inorodtsi » on les appelait alors), de l'Océan Arctique jusqu'à la Mer Noire, de Poznan à Minsk et à Kiev, explosaient subitement, comme ces printemps nordiques après le long silence de l'hiver, et certains sourires sceptiques et regards ironiques ne réussissaient pas à affaiblir l'élan créateur, défini par Lénine à l'égard des Lettons, comme « le plein sang national ».

Ces eaux printanières inondaient des terrains plus vastes que ceux qu'elles auraient pu dominer pour y créer de nouveaux lits à de nouveaux fleuves. Le Caucase, isolé comme il est, retombe assez vite sous la dépendance moscovite ; l'Ukraine lutte héroïquement, mais, cette fois encore, c'est une bataille perdue ; les frontières de la nouvelle Pologne « flottent » dangereusement et heurtent violemment celles des Lithuaniens autour de Vilno et de Grodno (Vilnius et Gardinas). Des divergences pour déterminer le tracé des frontières sont un peu partout à l'ordre du jour, mais généralement pour peu de temps, sauf le malheureux cas lithuano-polonais.

Mais ce n'était pas seulement une nouvelle époque politique et nationale, elle l'était aussi au point de vue social. On a calculé que dans toute la zone énorme entre l'Allemagne, l'Italie et l'U.R.S.S., avec un total de 104.000.000 d'habitants, où ont été créés treize Etats, une « révolution verte » s'est accomplie qui a signifié la fin d'environ 35.000 grandes propriétés terriennes et

la création d'une infinité de petites et moyennes propriétés à leur place (voir « *Latvijas Vesture* », Stockholm, 1948, p. 305-306). En tout cas, quels que soient les effets sociaux de pareilles réformes dans les autres pays, le peuple letton a donné, à ce moment d'un grand tournant historique, sa réponse sans équivoque possible : le 16 septembre 1920, quand fut votée à la Constituante la Loi de la réforme agraire, tous les votes lettons (des plus gauches aux plus conservateurs) étaient pour la loi, tous les votes des minorités non lettonnes contre elle. Ainsi, à peu près un quart du nombre total des Lettons, auparavant ouvriers agricoles permanents ou journaliers dans les grandes propriétés allemandes-baltes, devenaient subitement propriétaires eux-mêmes. Tous les chiffres respectifs ont été cités et récités, on n'a qu'à voir les différentes monographies sur la Lettonie, surtout l'Atlas statistique de la Lettonie, 1938.

Chaque grande guerre serait déjà une révolution, a-t-on dit ; aussi celle de 1914-1918 fait-elle naître la sienne : la première guerre mondiale accouche de la première révolution mondiale. En tout cas, d'une révolution sociale avec une idéologie qui fait rage pendant notre ère, comme nous le voyons, dans les cœurs et dans les esprits humains. Sans vouloir nettement définir les modalités et les nuances de cette idéologie en Europe orientale, on court le risque de ne pas comprendre l'histoire récente de ces régions. Chaque peuple actif et créateur modèle son socialisme d'après son effigie — son Marx, son L. Blanc, son Mazzini, son Bakounine. Les Russes, entrés tard dans cette course, s'y sont lancés avec toute la véhémence, souvent primitive, de leur nature et, partis de la « Russie Nouvelle » (assez différente par sa « clé psychologique » des autres « nouvelles » Italie, Allemagne, etc.) de la sixième dizaine du XIX^e siècle, à travers la longue période, plutôt impressionnante, du terrorisme social-révolutionnaire, ils ont finalement trouvé leur « Marx » dans le dictateur à la russe, le maximaliste-bolchevik Lénine, pour se plonger dans un étatismisme communiste sans pareil jusqu'ici dans le monde.

Mais tout cela doit être très russe, et si l'on veut des preuves, on n'a qu'à considérer le simple fait historique que **toutes** les nations allogènes de l'empire tsariste de l'occident et du sud, c'est-à-dire les plus évoluées, se sont immédiatement détachées de la métropole russe, à peine que celle-ci était entrée dans la phase qu'on appelle « la révolution mondiale », et cela, après avoir digéré assez vite l'extrémisme socialiste, comme c'est arrivé

d'ailleurs, immédiatement après la première guerre mondiale, en Bavière, en Hongrie, etc. Toutes ces nations ne se sont non seulement détachées de l'empire rouge, mais elles ont même pu parfois jouer habilement la carte de ce spectre rouge pour renforcer leur situation à l'étranger. Si l'on peut même se permettre le luxe des plus grandes libertés démocratiques, immédiatement à côté de la plus absolue des dictatures — c'est là sans doute une base nationale très solide. Ce « luxe », toutefois, n'a pas pu durer pendant toutes les dizaines d'années de l'indépendance des pays « limitrophes », comme les ont appelés parfois ceux qui n'ont pas oublié la vieille psychologie tsariste. Autant que l'U.R.S.S. devenait plus forte, autant que devenaient plus sensibles les dangers, autant se développait vers la droite, étant en état de légitime défense, la politique intérieure des Etats Baltiques, de la Pologne, de la Hongrie, des Etats Balkaniques, etc., et de cette manière, à la veille de la deuxième guerre mondiale, on voyait l'U.R.S.S. entourée à l'ouest par des Etats dont les institutions démocratiques étaient modifiées ou adaptées aux exigences des temps. Aussi la Lettonie a-t-elle eu sa période corporative, pendant les six dernières années de son existence indépendante, mais toute la législation de ces années, l'absence de l'émigration, à l'exception de quelques rares personnes, ainsi que l'attitude des puissances étrangères démontraient qu'on ne prenait pas au tragique cette rectification un peu trop linéaire des erreurs initiales d'une législation excessivement démocratique. Quand, pendant l'été de 1940, les bolcheviks voulurent libérer démonstrativement les détenus politiques de la prison centrale de Riga, ils n'y trouvèrent que 250 personnes bien nourries et souriantes, comme on le voit sur les photos.

L'idéologie révolutionnaire ou communiste de notre siècle a certains traits tout particuliers qui expliquent dans une certaine manière la distribution des zones de sa plus grande efficacité. Le célèbre philosophe espagnol J. Ortega y Gasset, dans son livre de 1930, « La rebelión de las masas » (la révolte des masses) a déjà touché la plaie. Il l'a fait en brillant essayiste et en bon philosophe de chaire universitaire ; mais la vague inquiétante du surcroît démographique de nos temps et l'augmentation vertigineuse de la population du monde entier devront par force porter ces masses toujours croissantes vers une certaine vulgarisation (dans le sens primitif de la parole) et parfois ou souvent, hélas ! vers une banalisation même des biens de la civilisation humaine ;

et cela peut être constaté d'une manière accentuée dans les zones moins évoluées de l'humanité. C'est comme un mauvais tour de la destinée envers les hommes que de faire débiter cette révolution des masses justement dans l'ex-empire des tsars, où le terrible prophète de son pays, Dostoïevski, a pu, il y a déjà trois quarts de siècle, parler dans son roman « Les Démons » de « l'idée qui se trouvera sur la grande route », ou d'une « demi-science qui fera trembler la vraie science ». Et qu'est-ce que cela peut signifier, une fois enlevés les freins de la responsabilité morale et de la sensibilité religieuse ? Nous voilà devant l'effrayante biographie d'un Yejov, d'un Yagoda, d'un Dzierjinski ou d'un Himmler, qualifié ce dernier, par le comte F. Bernadotte, comme un être très compliqué, mais ayant un trait essentiel, sa « stable demi-instruction ». Qu'on relise à la distance de vingt années d'expériences plutôt uniques le chapitre VIII du livre de Ortega y Gasset (« Pourquoi les masses interviennent partout et pourquoi elles le font seulement par la violence », ou le XIII^e (« le plus grand danger — l'Etat »), et qu'on pense à son image « hombre-masa » (l'homme-masse, c'est-à-dire des masses), et l'on aura de quoi méditer ! « La masse... hait à la mort tout ce qui n'est pas elle-même. »

Les Baltes, comme tous les anciens « allogènes » qui sont maintenant énormément nombreux et sont appelés « satellites », n'appartiennent point aux zones de la plus grande efficacité de l'idéologie des masses dans le sens communiste, et cela leur coûte cher, très cher.

Or, le printemps de la Lettonie moderne, c'est un printemps assez orageux vers sa fin.

L'indice des dangereux changements météorologiques dans les relations internationales, c'est la politique étrangère des différents Etats, surtout des Etats moyens et petits, les plus sensibles envers ces changements. La politique étrangère des Pays Baltiques a eu ces hautes marées et ces reflux de résistance, en tout cas toujours avec une sincère foi dans la collaboration internationale. Si ce système, éternel vœu de l'humanité, n'a pas fonctionné dans ce monde, « après Versailles », ce n'est pas sûrement la faute des Baltes ; ce vice des ambitions illimitées, capables de renverser tout ordre humainement possible sur cette terre, on le doit chercher ailleurs.

On a commencé par le programme maximum : de la Mer

Blanche jusqu'à la Mer Noire, comme on l'entendait dans certains toasts. Puis la Finlande, suivant l'exemple de la Suède et pleine de méfiance envers la politique étrangère polonaise, se retira vite et le malheureux conflit de Vilna brouilla pour toute la période à venir la Lithuanie et la Pologne, à un tel point qu'entre les deux Etats la tristement célèbre « frontière verte » a pu apparaître, c'est-à-dire une frontière couverte d'herbes. Or la Lettonie et l'Estonie furent forcées à se replier sur le programme minimum : l'alliance du 1^{er} novembre 1923. Le 12 septembre 1934, cette alliance se transforma, par l'adhésion de la Lithuanie, en Entente Baltique que l'on peut définir comme un élément géographique et politique d'une nature équilibrée et d'une région autonome. (Voir à ce sujet le beau livre du prof. L. Cialdea : « L'espansione russa nel Baltico », Milano, 1940.)

Cette entente devait s'écrouler, elle aussi, quand s'écroula tout le système des équilibres et des ententes de l'« après Versailles », qui a péri — notons-le bien — non à cause de crises internes, mais à cause des agressions de certaines constructions politiques qui se croyaient messianiques, se basant toutefois sur les passions les plus élémentaires et basses de l'humanité. Un de ces « prophètes » modernes, Adolf Hitler, a dit : « Je ne peux dominer les masses que quand elles sont atteintes d'hystérie. »

Une bonne politique étrangère ou une bonne orientation internationale d'un pays est toujours appuyée et animée par les relations économiques, c'est-à-dire par le commerce extérieur de ce pays. Or, les relations commerciales des Etats Baltiques ont pu complètement désavouer la fausse légende de la nécessité pour les Russes de posséder la côte orientale de la Baltique, ainsi que celle, non moins souvent mise en avant pendant les premières années de leur indépendance, de la nécessité pour les Baltes de disposer du marché russe — toutes deux en bonne partie créées par les annexionnistes russes, peu importe de quelle couleur politique. Les statistiques lettonnes, par exemple, sont bien éloquentes et claires à cet égard. En 1938, par exemple, le mouvement commercial se présentait comme suit : Grande-Bretagne : importations, 20 0/0 ; exportations, 41,9 0/0 ; Allemagne : imp., 38,9 0/0 ; exp., 29,5 0/0 ; Etats-Unis : imp., 6,3 0/0 ; exp., 1,4 0/0 ; U.R.S.S. : imp., 3,5 0/0 ; exp., 3,0 0/0, etc..

En ce qui concerne les prétendus bienfaits économiques « venus » de la Russie tsariste vers la côte baltique, il est utile

de feuilleter l'Annuaire du Ministère des Finances de la Russie de 1913, comme l'a fait le feu A. Bilmanis (p. 36-38) : la Russie empochait dans cette année, après déduction des dépenses pour l'administration, etc., de la Courlande, Livonie et Latgalie (c'est-à-dire le territoire actuel de la Lettonie) la somme ronde de 18 millions de dollars-or.

IX

LE PROBLEME BALTIQUE ENCORE UNE FOIS FATAL POUR L'EUROPE

Sinon pour arrêter le dynamisme nazi, au moins pour se préparer à de pires éventualités, la diplomatie anglo-française lançait des contre-démarches. Ainsi ont commencé les tristement célèbres pourparlers anglo-franco-russes aux premiers mois de 1939 à Moscou. Le 3 août 1939, Staline remplace son commissaire pour les Affaires étrangères Litvinov par Molotov, ce qui pouvait déjà être interprété comme un changement de direction politique. En effet, ce changement avait été décidé au Kremlin, comme on le verra bientôt ; mais officiellement on tâchait encore à Moscou de sauver les apparences antinazies. Au cours de ces pourparlers, qui traînaient à jamais finir, quelques indiscretions laissaient supposer que le problème des Etats Baltiques y était un des écueils des plus dangereux, contre lequel la fragile barquette de ces conversations pouvait se briser à chaque instant. A peine échouées ces conversations, on entendait dire dans les milieux informés que cet échec est arrivé par la « faute » des Baltes. Dans le même temps, les pauvres Baltes s'accrochaient au dernier brin de paille, à la Société des Nations, et ne se lassaient pas de répéter leur volonté de rester en dehors du conflit des grandes puissances ; mais, au dire du ministre suédois M. Sandler, la neutralité ne serait pas une protection, c'est plutôt elle-même qui aurait besoin de protection, ou, d'après la formule du premier ministre portugais M. Salazar, la neutralité serait une chose énormément coûteuse. Pendant ce temps, les nuages devenaient toujours plus denses et plus noirs sur ce coin de l'Europe appelé « les parages où s'accumulent les orages », pour éclater sous peu avec toute la violence qui est si bien connue dans l'histoire des Pays Baltiques. Et si l'on pense maintenant, à la distance de plusieurs années, à ces démarches pour garder la neutralité, on doit se souvenir aussi de la situation du duc Jacques de Courlande, à la moitié du XVII^e siècle, entre les Polonais et les Suédois,

de sa captivité en 1658 et de sa libération, après la paix d'Oliva 1660.

Voilà donc ce qui se passe à Moscou à partir du mois d'avril 1939 (L. Salvatorelli : « Vent'anni fra due guerre », Roma, 1941, p. 533-534) : « Il y avait une grande différence entre les thèses initiales anglaise et russe : la Grande-Bretagne désirait que l'U.R.S.S. conclût des traités de garantie avec tous les Etats limitrophes de sa frontière européenne, sans que soit signé un traité direct anglo-russe ; le gouvernement russe demandait à son tour une alliance à trois, ensemble avec la Grande-Bretagne et la France, pour garantir la sécurité des Etats situés entre la Mer Baltique et la Mer Noire, ensemble avec la garantie de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Le 8 mai, le gouvernement anglais fit de nouvelles propositions à Moscou, d'après lesquelles une intervention de l'U.R.S.S. pour la défense des Etats limitrophes pouvait être subordonnée à une intervention antérieure de la France et de la Grande-Bretagne en faveur des susdits Etats. Aussi ces propositions étaient-elles considérées à Moscou comme insuffisantes. Alors, le 24 mai, Londres présenta encore d'autres propositions, selon lesquelles fut finalement acceptée l'idée d'une alliance défensive anglo-franco-russe pour les affaires de l'Europe, alliance basée sur une complète réciprocité. Mais comme l'U.R.S.S. n'avait pas de frontières avec l'Allemagne, dans le cas de l'entrée en fonctions du pacte prévu, à cause d'une attaque allemande contre un de ces voisins orientaux, l'aide russe aurait dû impliquer l'entrée des troupes russes dans le territoire de l'un de ces Etats, entrée pour laquelle il fallait avoir le consentement de l'Etat concerné. Ainsi fut mis sur le tapis l'entier problème des rapports entre la Pologne et les Etats Baltiques d'un côté, et l'U.R.S.S. de l'autre. Molotov insistait pour avoir l'assurance qu'aucune pénétration allemande ne se ferait dans les Etats Baltiques, mais le gouvernement anglais faisait observer qu'il était impossible d'imposer une garantie, si les Etats ne la demandaient pas. Molotov faisait entendre que l'U.R.S.S. aurait pu s'adresser à l'Allemagne pour reprendre les pourparlers commerciaux, etc. »

Le ton précis et catégorique de ce passage révèle sans doute quelque bonne source diplomatique. Voir aussi « Latv. Enc. », p. 125-126, où sont mentionnées certaines répercussions lettonnes ; voir surtout le livre du professeur L. B. Namier : « Diplomatic Prelude, 1938-1939 », London, 1948, où, dans le chapitre V (« Anglo-

Russian Negotiations », p. 143-210), on va trouver une documentation bien riche et intéressante sur ce problème ; c'est toutefois dommage que l'auteur traite les Etats Baltiques en quantités négligeables, c'est-à-dire comme des provinces perdues à l'empire russe, pour lequel, même sous la forme actuelle, il a un grand respect (voir p. 144, 161, 162). L'importance des Pays Baltiques dans ces négociations échouées nous est démontrée, entre autres, par un passage de l'ouvrage très connu de Grant and Temperley (p. 698) : « Une des plus grosses difficultés pour empêcher le succès des négociations anglo-franco-russes fut le problème des Etats Baltiques », et un peu plus loin (p. 699) : « En tout cas, quelle que soit l'explication de l'échec des efforts des puissances occidentales de conclure un traité de garantie avec la Russie, le fait reste que cet échec fut une contribution substantielle à la détérioration de la situation diplomatique en Europe, à la veille de la crise polono-allemande. » Lord Halifax déclare, de son côté, à la Chambre des Communes, le 5 décembre 1939 : « Les événements ont montré que la décision et l'instinct du Gouvernement de Sa Majesté ont été justes en refusant l'agrément au gouvernement soviétique sur des termes qui auraient couvert des possibilités d'une agression indirecte contre les Etats Baltiques. » (Svabe, p. 53.)

Le reste est connu, il a été répété je ne sais pas combien de fois. Ribbentrop arrive à Moscou et les conversations aboutissent si vite que plusieurs années plus tard M. Byrnes en doit tirer des conclusions plutôt préoccupantes (voir chap. XIV, p. 472-473) ; de la sorte, le traité d'amitié transforme les deux nations, hier encore les ennemis les plus farouches, en amis. A Berlin, on chante victoire et peut-être quelqu'un se flatte d'avoir surpassé la gloire de Bismarck, qui avait en son temps réussi à immobiliser la Russie, pendant son attaque contre la France du Second Empire. A Moscou, on est convaincu d'avoir détourné un coup immédiat, et cela en vue de l'impossibilité de pouvoir l'arrêter. « Nous avons cuisiné quelque chose de très brûlant », aurait dit Staline. Avec le temps, quand par la force des choses il était devenu allié des occidentaux, et pour éviter qu'à chaque instant on ne lui mette devant les yeux le joli papier du 23 août 1939, il s'est prémuni par la déclaration suivante, faite le 3 juillet 1941 : « Nous avons assuré à notre pays la paix pendant une année et demie et lui avons donné la possibilité de préparer nos forces pour la riposte dans le cas où l'Allemagne fasciste risquerait de

se jeter sur notre pays. Cela a été un avantage indiscutable pour nous et une perte pour l'Allemagne fasciste. » (« Enc. Sov. », p. 699.)

L'accord Molotov-Ribbentrop conclu, les Anglais feignent la surprise, mais d'après certains indices on peut deviner qu'ils étaient au courant, depuis plusieurs mois déjà, du double jeu bolcheviste. Et comme de pareils jeux ne cessent jamais, je me permets de recommander aux lecteurs la lecture des numéros du « Times » aux environs du 23 août 1939. Les lecteurs, j'en prends mes responsabilités, seront bien récompensés de leur effort d'avoir cherché et feuilleté ces vieux journaux !

Le gouvernement français, lui aussi, aurait été informé en temps utile des menées suspectes des bolcheviks, mais, à en croire M. A. Rossi (p. 27-28), il n'aurait pas bien profité de ces signes d'alarme.

Et les Baltes, les pauvres Baltes ? Immédiatement après l'écrasement de la Pologne, ils vont faire leurs tristes voyages à Moscou où, dans de longues et pénibles discussions avec les dirigeants moscovites (on discutait encore avec les Baltes), ils entendront « verbis expressis » qu'ils sont à la merci des bolcheviks, parce que l'Allemagne les a vendus ou parce que, comme le dira lord Halifax : « Herr Hitler vient de marchander ce qui ne lui appartient pas : les libertés des peuples baltiques. »

Voici quelques extraits de la relation du dernier ministre letton des Affaires étrangères sur les négociations à Moscou (à part quelques copies de l'original du 2 octobre 1939, voir aussi la traduction anglaise chez Bilmanis, p. 192 sq.) : Staline dit aux délégués lettons : « Je vous le dis ouvertement : le partage des zones d'influence est fait. Quand je vous ai dit : nous devons respecter le Traité de paix avec l'Allemagne, en ce qui concerne les Allemands, nous pouvons vous occuper. Mais nous ne voulons pas de mauvaises exagérations (zloùpotrebitj). Ribbentrop est un brave homme » (les notes ont été écrites pendant la conversation même ; c'est pour cette raison que les phrases sont abruptes, comme coupées). Et pour que les Lettons ne fassent pas d'objections, Staline fait vibrer devant leurs yeux la triste image de la Pologne écrasée, de cette Pologne qui n'a pas voulu accepter « l'aide » moscovite : « I prokroutili oussi po polski. » (Le sens de ce bon mot est absolument intraduisible ; on pourrait l'exprimer par une paraphrase comme celle-ci : « En faisant des grands messieurs à la manière polonaise, ils ont perdu leur jeu. »)

Dans la grande « Enc. Sov. » (p. 698-699), après huit ou neuf ans, tous ces événements sont présentés aux lecteurs russes comme suit : « Les gouvernements de Chamberlain en Angleterre, de Daladier en France, ainsi que les gouvernants réactionnaires de la Pologne ont opposé un refus criminel (prestoupno) de s'entendre avec l'U.R.S.S. pour une guerre commune contre l'Allemagne fasciste. Et quand l'Allemagne proposa à l'Union Soviétique la conclusion d'un traité de non-agression, l'Union Soviétique l'accepta. »

Les voilà, les résultats de la double manœuvre moscovite et de son enjeu baltique.

X

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE LE REPIT DE GRACE AUX BALTES

Les deux guerres mondiales du XX^e siècle ont eu pour cause immédiate le soi-disant « casus belli » des conflits dans les zones de notre continent où les intérêts des peuples germaniques et slaves se heurtent depuis des siècles (Sarajevo et Dantzig). Les comptes en question ont été évidemment mal réglés, il y a des siècles, et de pareils problèmes ont toujours de très longues « queues » dans l'histoire. Nul ne dira, il me semble, qu'aujourd'hui ces comptes germano-slaves soient réglés à la grande satisfaction des deux côtés ; les perspectives ne sont donc pas excessivement encourageantes. Si les Slaves occidentaux (Polonais, Tchèques) et les Slaves méridionaux (ceux des Balkans) avaient été plus « Slaves pur sang », comme se croyaient ou se croient les Grands-Russes, le jeu des différents peuples germaniques aurait été beaucoup plus difficile ; mais comme l'action civilisatrice se dirigeant de l'ouest à l'est dans ce continent (voir chap. I) les a en beaucoup de sens détachés (confession, institutions, façon de vivre, etc.) de leurs frères orientaux, ils ont acquis aussi, au cours des siècles, certaines caractéristiques des peuples de la zones-frontière entre la presqu'île européenne et le continent euroasiatique. Il se trouve donc, parmi ces Slaves de l'Ouest et du Sud, toujours quelque fils prodigue : aux temps des slavophiles du XIX^e siècle, c'était la Pologne ; maintenant, on cherche ce fils biblique un peu plus vers le sud.

Comme pays « intermédiaires », eux aussi, ils reçoivent les premiers coups des forces dites horizontales. Partagée comme elle l'est le 23 août 1939 à Moscou, il ne reste à la Pologne que de mourir en dix-huit jours. Mourir héroïquement. Les Russes, les grands orages à l'ouest passés, en prennent leur part, d'après le plan et le graphique (17 septembre-21 septembre).

A vrai dire, cela aussi c'était un coup de poignard dans le dos, mais on a voulu appliquer cette comparaison seulement à l'Italie fasciste. Voilà la motivation de cet acte dans la « Enc. Sov. » (p. 699) : « En suivant les ordres du gouvernement soviétique, le 17 septembre 1939, l'armée rouge commence sa marche de libération, avec le but de protéger la vie et les biens de la population de la Russie Blanche occidentale et de l'Ukraine occidentale. » Menacés par qui ?

L'accord Molotov-Ribbentrop, comme de son temps ceux de Catherine et de Frédéric, fonctionne à merveille et les troupes soviétiques établissent leurs bases dans les pays baltes et plantent leurs drapeaux le long de la ligne Curzon, plus ou moins. L'époque de Versailles est terminée.

Mais le plan bolcheviste prévoit aussi la « rectification » de la frontière avec la Finlande et des bases dans ce pays. Aussi la Finlande reçoit-elle un ultimatum, mais elle ne cède pas sans bataille. En fin de compte, le résultat est le même, parce que les bolcheviks reçoivent tout ce qu'ils ont voulu imposer à la Finlande, mais il y a eu une différence de prestige et de conditions géographiques. Le prestige compte beaucoup, surtout quand on a la possibilité de le sauver, et la géographie, de son côté, met en jeu des forces souvent décisives dans la vie des peuples ; la sagesse de chaque peuple lui indique la façon de les exploiter ou de les ménager. C'est elle, la géographie (précisément par rapport au Golfe de Finlande), qui a dans un certain sens dirigé dans des voies différentes les destinées politiques des peuples qui habitent la côte orientale de la Baltique, au nord et au sud de ce golfe. Le fait même que l'expansion suédoise, à partir du moyen âge, n'a pu résister aux différentes pressions que pendant un siècle et demi (au sud de ce golfe) (1561-1729) en est déjà une preuve ; une autre, c'est la politique des tsars et des bolcheviks par rapport à la Finlande, à partir de l'accord de Tilsitt jusqu'à nos jours. En 1809, après la guerre du tsar Alexandre I^{er}, comme en 1941, après celle de Staline, la Finlande était complètement ouverte aux conquérants ; au lieu de mettre le talon sur le vaincu, le tsar avait fait cadeau aux Finnois de leur soi-disant Magna Charta, et son successeur rouge, de son côté, s'est déclaré satisfait de la paix du 12 mars 1941, c'est-à-dire de la frontière de 1940 (en charmant avec ce « geste de générosité » le Président Roosevelt ; voir Ciechanowski, p. 260) qu'il a imposée aux Finnois à la fin de la « guerre de cent jours », et du choix

de M. J. Paasikivi, comme président de la république nordique. Pourquoi ? On pourrait faire valoir ici toute une série de raisonnements d'ordre géographique, de politique internationale (la politique des Soviets envers la Scandinavie), de soupçons d'ordre militaire même, mais tout cela ne regarde pas directement notre sujet.

Rentrons donc dans notre patrie, « enrichie » de bases militaires soviétiques ; l'air y devient lourd, toujours plus lourd. La première émotion passée, après l'entrée des troupes russes (25.000 en tout), le public reprend courage et, en observant l'attitude timide et parfois ridicule même des pauvres soldats bolchevistes devant l'aspect, absolument nouveau pour eux, d'une vie sociale aisée et libre, les Lettons tissent toute une guirlande d'anecdotes sur leur compte, surtout sur les pauvres femmes russes, arrivées avec des permissions spéciales pour faire des achats dans ce coin nouvellement découvert de l'« occident pourri ». De plus, une partie de la population lettonne, surtout celle de la capitale, n'avait pas perdu l'espoir de pouvoir s'arranger d'une manière ou d'une autre avec les nouveaux ou futurs maîtres de la situation, en courant un certain risque, bien entendu, et en escomptant seulement la perte d'un certain pourcentage de ses biens. On espérait toujours que les bolcheviks de 1939-1940 auraient changé, en comparaison avec ceux de 1919, et que l'expérience de vingt ans d'administration d'un grand empire les aurait rendus plus maniables. Les pauvres Lettons, et les Baltes en général, devaient donner les premiers dans ce piège, qui sera tendu plus tard à d'autres peuples de l'Europe orientale ; on verra toujours ce même spectacle qui pourrait nous suggérer de tristes réflexions sur l'intelligence du collectif humain : car on ne prête jamais foi aux dangereuses expériences des autres, même à celles des voisins immédiats, et l'on croit toujours que, le moment critique venu, on sera beaucoup plus intelligent et rusé que les autres ; et puis, le sort vous accable et c'est encore pire que chez les autres...

Ceux de chez nous qui, dans l'organisation de l'Etat, devaient savoir certaines choses, n'avaient guère d'illusions. On a pu constater bien vite que le pays était envahi d'espions et d'agents ennemis sous forme de différentes missions, en apparence des plus innocentes. Maintenant, à dix ans de distance, tout le monde a appris à apprécier l'art du mimétisme social des bolcheviks. Ouvertement, on ne pouvait rien faire et dire ; mais, dans certains discours à la campagne, le Président Ulmanis, qui avait connu

déjà les prisons russes (avant 1918), invitait le peuple à se préparer à un lendemain incertain : « Je ne vous dirais pas tout cela si les temps n'étaient pas si sérieux. » (Voir Unams, p. 15.)

Vers la fin de l'année 1939, par certaines voies que nous ferons mieux de ne pas préciser encore, on a appris qu'à Moscou les dirigeants du Kremlin préparaient attentivement les modalités de l'occupation complète ou l'incorporation des Etats Baltiques. Encore une nouvelle alarmante de plus. La meilleure preuve du fait que le gouvernement letton se préparait à des éventualités catastrophiques est donnée par le fait que, déjà au commencement de 1940, on pensa à accorder des pleins pouvoirs à un représentant à l'étranger, qui « ne perdra pas la liberté de mouvements et d'actions ». Ces pleins pouvoirs ont été adoptés dans la séance du Conseil des Ministres du 17 mai 1940 (voir Bilmanis, p. 201-202). Le porteur de ces pouvoirs devint M. Ch. Zarins, ministre de Lettonie à Londres, et M. A. Bilmanis, ministre de Lettonie à Washington, son substitut (décédé depuis).

Ce répit de grâce, de neuf mois à peu près, pour les Lettons et les autres Baltes a été basé sur un calcul général des dirigeants du Kremlin concernant les développements des actions militaires en occident. Ils croyaient au commencement à une longue guerre d'épuisement, mais quand ils ont vu que le rythme des événements dépassait en vitesse leurs calculs, ils changèrent de tactique et jetèrent leurs masques ; et aux Baltes il ne resta que le choix : se rendre ou mourir.

**LA DEFAITE DE LA FRANCE
MOLOTOV IMITE PIERRE LE GRAND**

Sous les coups du nazisme en marche, la Pologne s'écroula en dix-huit jours. La France, de son côté, après une résistance acharnée d'un mois (10 mai-12 juin), dépose les armes, comme la Belgique et la Hollande. Les dirigeants bolchevistes s'alarment, comme nous disions, d'autant plus que de certaines déclarations suspectes de Hitler on pouvait, si l'on voulait, tirer les conclusions qu'il voulait épargner la Grande-Bretagne pour pouvoir se jeter sur l'U.R.S.S. Bien récemment, on a lu les témoignages de plusieurs généraux allemands que le Führer a vraiment voulu épargner aux Anglais les pires conséquences de Dunkerque. En 1940, c'étaient de grands secrets militaires, mais la « bible » du nazisme, on l'avait déjà imprimée dans des millions d'exemplaires et chaque lecteur de « Mein Kampf » avait vu de quelle manière Hitler se représentait l'avenir du peuple allemand (voir chap. XIV).

Comme raconte M. Cordell Hull (p. 810), le ministre américain à Riga, M. J. C. Wiley, lui avait envoyé un télégramme chiffré, le 19 juin 1940, en disant que, « d'après les informations d'un informateur sûr, le Kremlin était en état d'inquiétude et de confusion à cause des derniers événements ». Il paraît que le service d'informations américain a bien travaillé. Aussi, bientôt après l'accord Molotov-Ribbentrop, l'ambassadeur américain à Moscou a averti le ministre letton dans la même ville de l'existence du protocole secret qui contenait le partage des Pays Baltiques. (« Latv. Enc. », p. 128.)

On décide donc, au mois de juin, d'agir et l'on envoie chez les Baltes trois émissaires (Shdanov — Estonie ; Vichinsky — Lettonie ; Dékanosov — Lithuanie) pour créer sur notre côte une « zone de protection », de « nouvelles frontières stratégiques »,

de « meilleures positions défensives », comme on dira aux grandes conférences internationales aux Anglo-Saxons. Cette fois, l'ordre de l'occupation des Pays Baltiques procède dans l'ordre inverse de celui de 1939 : on bloque d'abord la Lituanie, pour que personne ne puisse s'échapper ; et puis on monte vers le nord. Trois personnages russes des plus sûrs — et le joli jeu des chats et des souris commence. On ne peut pas aller trop vite : on devra peut-être faire le lendemain la partie ensemble avec les Anglo-Saxons, et eux, ils n'aiment pas les « desperados politiques », comme le ministre Cordell Hull a appelé une fois les dictateurs.

Or, on fera tout « légalement » : « élargissement » de la base politique du gouvernement, « élections » au parlement (avec une liste unique, bien entendu), vote au « parlement » qui demandera l'incorporation, séance solennelle au Kremlin, et la comédie est finie, pour la Lettonie comme pour les nations sœurs. Vichinsky a si bien joué son rôle qu'immédiatement après l'incorporation de la Lettonie il a été élevé au grade de commissaire adjoint des Affaires étrangères (il n'y avait pas encore de ministres dans l'U.R.S.S.). Il me semble encore entendre certaines phrases d'un de ses grands discours à Riga, discours imprimé sur le disque et transmis par la radio (cela doit exister encore quelque part) : « Il y a des personnes qui craignent que tout cela puisse signifier la fin du doué peuple letton (talantlivij latichskij narod). Rien de pareil : qu'on regarde vers l'orient où se lève le soleil, où le soleil s'est déjà levé, etc. » (à peu près comme cela). En effet, des milliers et des milliers de mes compatriotes ont dû marcher peu après dans la direction du soleil levant...

Ces événements sont tristes ; mais quand les Baltes ont eu, à partir de 1940 et jusqu'à 1946 ou 1947, la faiblesse de montrer un visage triste à quelque Européen de l'Ouest, ils ont tout au plus vu un sourire de condoléance ou une attitude de « supériorité ». Il y a eu naturellement des exceptions, d'autant plus remarquables...

Les premiers à réagir sur le plan international contre le coup de force ont été les Américains. M. Sumner Welles, sous-secrétaire d'Etat, a qualifié l'action russe de « procédure détournée (devious), par laquelle ont été délibérément anéanties l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des trois petites républiques baltiques — Estonie, Lettonie et Lituanie — par un de ses voisins plus forts » (déclaration à la presse du 23 juillet 1940).

A l'autre bout de cette échelle il y avait des Etats qui, sans

menace directe, se sont précipités à reconnaître l'incorporation — pour eux tout Letton dorénavant devient « ipso facto » sujet russe.

L'attitude anglaise est compliquée, comme elle l'est toujours dans les cas de solutions difficiles à prévoir. On n'a pas donné à Londres aux Russes la main libre pour liquider la Légation de Lettonie et ses Consulats, comme on l'a fait dans différentes capitales de l'Europe ; en 1942 (date de l'accord anglo-russe, mais la question se pose si cela signifie une conséquence de cet accord), on supprime à Londres les noms des Etats Baltiques dans la liste diplomatique et on place les noms des représentants diplomatiques baltiques à la fin de cette liste ; mais en ce qui concerne les légations comme telles, on n'y touche point, et elles sont en pied encore aujourd'hui. Peut-être, si la situation avait empiré, les Baltes de Londres auraient fini comme le gouvernement polonais en exil, mais malgré toutes les difficultés de la Grande-Bretagne, les choses ne sont jamais allées si loin.

Entre temps, la situation de la Grande-Bretagne devient grave. Voilà comme elle est présentée par M. Cordell Hull (p. 801) : « Quand la France tomba, la Grande-Bretagne nous présenta un tableau franc et sombre de sa position dangereuse. Adossée au Mur Atlantique, elle lutta pour sauver sa vie, et elle eut besoin de toute l'aide que nous pouvions lui donner. » En tâchant de détacher la Russie de l'Allemagne et en profitant, comme dit M. Cordell Hull, « of the note of strain » (d'une nuance de tension) entre les deux amis du pacte Molotov-Ribbentrop, le gouvernement britannique envoie à Moscou Sir Stafford Cripps, « qui jette à Molotov une amorce », amorce pas rejetée par le dernier. Cette amorce, c'est le dépôt d'or des Baltes en Angleterre et en Amérique. Le ministre américain M. Hull rejette, de son côté, cette combinaison (p. 811-812).

C'est la première démarche ; les autres vont suivre, comme nous le verrons bientôt.

Les bolcheviks, après avoir anéanti l'indépendance des Baltes, chantent victoire. Déjà, dans sa relation secrète du 2 octobre 1939, le ministre letton des Affaires étrangères enregistre les paroles suivantes de Molotov : « Pierre le Grand s'occupa déjà de procurer à la Russie une issue vers la mer. Nous sommes maintenant sans ces issues ; dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, nous ne pouvons pas rester. »

Et dans son discours du 30 juin 1940, après la soi-disant incorporation, il dit : « Il serait impardonnable que le gouvernement

soviétique ne fasse pas de même que les tsars russes, à commencer par Ivan le Terrible, surtout dans les circonstances actuelles qui peut-être ne se présenteront jamais plus aussi favorables. » Et les Lettons, comment ont-ils réagi ? Pourquoi n'ont-ils pas rejeté l'ultimatum russe du 16 juin 1940, qui contenait des points d'accusation ridicules (voir Svabe, p. 54-55), comme l'ont fait les Finnois ? Pourquoi ne se sont-ils pas battus pour mourir avec gloire ? Pourquoi ne se sont-ils pas opposés aux « élections » imposées et falsifiées ? A certains de ces « pourquoi » le temps a déjà répondu, c'est-à-dire les dix années d'expérience et d'expériences bolchevistes en Europe orientale. Certains hommes politiques lettons ont tenté en 1940, avec plus de courage que de bon sens, de présenter leur liste de candidats ; ils ont disparu et le résultat était le même. C'est toujours le même résultat, si l'on vote pour une liste unique — une uniformité sans erreur possible. Mais pourquoi n'a-t-on pas résisté militairement ? La réponse est toute simple, hélas ! de tous les points de vue — géographique, politique et militaire : cela aurait été une pure et simple folie, au mois de juin 1940, entendons-nous. La comparaison avec la Finlande n'explique pas tout : ce pays avait au moins derrière lui un pays ami ou amicalement neutre (la Suède) et il n'était pas très éloigné des côtes de l'Océan Atlantique. Nous autres avions derrière nous l'Allemagne d'Hitler et nous étions les victimes des protocoles secrets russo-allemands (voir Rossi, p. 218). Du point de vue politique, la situation internationale était complètement catastrophique pour les Baltes et extraordinairement favorable pour Molotov : l'Amérique observait encore l'incendie européen, l'Angleterre comptait ses morts et ses blessés de Dunkerque et se préparait à la lutte à la vie ou à la mort de l'automne prochain ; la France était à la merci de l'armistice imposé ; l'Allemagne et la Russie étaient résolument décidées à ne pas admettre d'autres puissances au règlement des choses de l'Europe orientale.

Au point de vue militaire, les forces russes groupées aux frontières lettonnes étaient calculées pour briser la résistance dans un délai très court. Et si, sous ce rapport, on avait des doutes sur les qualités militaires des soldats lettons, on pourrait se rappeler les dernières années de la première guerre mondiale, comme aussi les luttes des années 1944-1945.

Le choix était donc très simple : ou faire mourir la jeunesse pour une cause momentanément perdue et pour provoquer en ce moment-là un haussement d'épaule plutôt indifférent dans le

monde entier, ou tâcher de subir, dans une situation donnée, l'humiliation et l'occupation étrangère, en se préparant au lendemain. Il paraît que telle a été la pensée du Président K. Ulmanis (mort, déporté en Russie, en 1942) : « Aller avec son temps », comme dit M. Unams (p. 23).

Après avoir reçu l'ultimatum russe, le Président invita le ministre allemand von Kotze à donner des réponses à trois demandes :

1° Est-ce que, dans l'éventualité d'un conflit letto-russe, l'Allemagne va rester neutre ?

2° Est-ce que le gouvernement letton pourra acheter des armes en Allemagne ?

3° Est-ce que l'Allemagne permettra au gouvernement letton et à l'armée de reculer dans la province de Klaipeda (Memel) ?

Le ministre allemand, sans avoir dû consulter son gouvernement, donna immédiatement sa réponse : « L'Allemagne ne serait pas intéressée dans les problèmes des Etats Baltiques » (Unams, p. 18 ; aussi d'après la « Deutsche Diplomatisch-Baltische Korrespondenz » du mois de juin 1941, — une année après). Et citons encore une phrase antérieure de notre dernier président. A la veille de la publication de l'accord de Moscou, le 5 octobre 1939, dans un cercle intime de ses collaborateurs, un des plus jeunes s'écria : « Mais, Monsieur le Président, est-ce qu'il ne serait pas mieux de se battre ? Un peuple qui se bat pour sa liberté ne peut jamais périr. » Et alors, frappant lentement de son poing la table, le président dit, en scandant les syllabes : « Cette pensée me plaît, mais on doit savoir quand il faut combattre. » (Unams, p. 12.)

Le temps était défavorable aux Baltes, aussi bien en 1939 qu'en 1940.

XII

« L'ANNEE SINISTRE »

Un peu avant sa mort et seulement quelques mois avant l'envahissement de sa patrie par le bolchevisme, le poète et publiciste letton E. Virza, dans un moment de vision prophétique, écrit une poésie, la plus triste poésie de sa vie : « L'Année sinistre » (Baigais gads), où il pressentit dans un style quasi biblique les malheurs et les désastres qui devaient accabler la Lettonie. Tout cela était si exactement prévu et si fortement exprimé que même les envahisseurs russes daignèrent réimprimer cette poésie dans leurs journaux avec des commentaires sur l'inévitable « catastrophe finale » du monde bourgeois, en proférant même certains éloges au grand patriote letton. L'éditeur, M. Goppers, l'année de la première occupation bolchevique passée, a eu l'heureuse idée de publier un volume de photos prises sur le vif de la vie en Lettonie de 1940 à 1941, avec le titre de cette poésie de Virza, et ainsi cette année est entrée dans la mémoire du peuple letton sous ce nom. D'autres années, plus « sinistres » encore, vont suivre à partir de 1945 ; mais l'influence de cette vision du poète a été si profonde que le privilège de cette épithète ne sera attribué qu'à la période entre juin 1940 et juin 1941.

Les Baltes, comme nous l'avons déjà dit, étaient les premiers à subir la nouvelle expansion du bolchevisme et de ses méthodes impitoyables, qui sont aujourd'hui — après dix ans — si bien connues dans le monde entier. Mais au commencement de cette grande guerre, dont la fin était tellement incertaine, et devant les menaces si dangereuses de la puissance nazie, on ne pensait pas beaucoup aux peuples baltes et l'on ne les écoutait pas. Pour les chancelleries des grandes puissances, les Etats Baltes étaient des éléments plutôt gênants. Le grand public était bercé par un agnosticisme complet des choses russes, en étalant, comme quelqu'un

l'a dit avec force, « différents degrés de l'ignorance » de ces choses et de ces méthodes.

Devant la tragédie balte — le premier acte de cette tragédie ! — on ne faisait que sourire mélancoliquement ou hausser les épaules : « Petits événements dans le grand drame de la guerre. » On pouvait même constater quelque doute sur l'expérience politique des « jeunes » républiques baltes ou entendre les raisonnements suivants : « Eux, ils ont appartenu à la Russie avant 1914. Eh bien ! la Russie les reprend » ! Ce raisonnement subsiste toujours, comme nous le dit Sir Peterson (p. 259).

Les principaux événements de cette année d'occupation russe sont déjà bien décrits, surtout dans le livre de Ceichners, basé sur les éditions officielles bolchevistes en langues lettonne et russe. Aujourd'hui, après dix ans d'expérience bolcheviste en Europe orientale, en commençant par l'occupation des Etats Baltiques et jusqu'au dernier coup d'Etat en Tchécoslovaquie (1948), ces méthodes se sont tellement répétées qu'il ne vaut presque pas la peine d'enregistrer tout cela encore une fois, et si tout de même nous le faisons brièvement, c'est pour démontrer la raideur dogmatique de leurs procédés. En d'autres termes, les bolcheviks, arrivés pour la première fois à l'étranger : chez les Baltes, ont appliqué tout « l'inventaire de fer » de leur législation : dispositions, décrets, lois ; après cela, ils ne font que répéter ailleurs les variations « nationales » de ce leitmotiv, à un tel point qu'aujourd'hui n'importe qui, après avoir entendu à peine les premières lettres, peut réciter tout l'alphabet.

Toutefois, dans une question très importante pour les Lettons, les bolcheviks ont montré certaines hésitations et certains procédés tortueux : il s'agit du problème agraire, avec lequel même les premiers théoriciens du socialisme, comme K. Kautsky par exemple, ont eu beaucoup de difficultés. Staline, en ce qui le concerne, aurait dit à M. Winston Churchill (voir Fitzroy Maclean, « Eastern Approaches », 1949, p. 465-466) que la bataille avec les paysans lui aurait été plus dangereuse et plus terrible que la bataille pour Stalingrad. Et cela se passait avec des paysans russes, ajoutons de notre côté, qui sont habitués depuis des siècles à la psychologie de leur « mir », c'est-à-dire de la commune agricole. M. Winston Churchill relate cette conversation avec Staline dans le IV^e volume de ses Mémoires (p. 447). La franchise du premier ministre est vraiment impressionnante.

A l'étranger, par conséquent, les Russes devaient avancer avec

attention. Quoique les Baltes ne soient pas tellement nombreux, on est tout de même à Moscou encore assez prudent, toujours en vue d'une double mise en scène « in spe ». On commence donc par déclarer officiellement qu'en Lettonie, par exemple, il n'y aura que quelques kolkhozes, composés de volontaires ; pas d'imposition, pas de contrainte officielle (voir Ceichners, p. 361). En effet, à la fin de la première occupation bolcheviste en Lettonie il n'y avait que quelques kolkhozes. Mais cela ne voulait aucunement signifier qu'on laissera tranquilles les paysans propriétaires individuels, les pires ennemis du collectivisme forcé (il y a déjà une constatation de Lénine : « On les anéantira, ces « koulak's » (voir chap. XIX), mais pour commencer on va rendre leur existence la plus précaire possible, et puis, on les ruinera économiquement. Dans cette intention, les Russes ont introduit une réforme agraire qui a imposé une nouvelle division des propriétés terriennes, pour des buts démagogiques, ruinant ainsi la propriété paysanne en Lettonie, héritage de longues années de labeur. Au point de vue de la législation systématique d'un pays, cette réforme, surtout en vue de la kolkhozisation forcée et accélérée de l'année 1947, est un pur non-sens, dicté uniquement par des considérations d'ordre politique et par la propagande intérieure. En 1947, les Russes peuvent déjà se permettre l'écrasement complet de la classe paysanne en Lettonie : c'est déjà la paix, la Russie n'a plus besoin du « Lend and lease » ; on sait qu'on a parlé des Baltes à Téhéran et à Yalta.

Sauf ce cas particulier, sur lequel j'ai voulu insister parce que le problème agraire a été toujours, pendant des siècles, la clé de voûte de la structure sociale de la Baltique orientale, le reste présente le programme désormais classique des bolcheviks. Un journal suisse de ces temps en a donné une formule simple et claire : on a brisé en petits morceaux (« kurz und klein geschlagen ») le système de toute l'économie du pays, basée sur l'initiative privée. Si l'on désire observer de près la théorie et la pratique sociale et économique des occupants de la Lettonie durant la première année de l'occupation bolcheviste, on n'a qu'à consulter les monographies les plus récentes sur ce pays.

« L'année sinistre » se termine par un événement sinistre, entré dans la mémoire du peuple comme la « nuit de Saint-Barthélemy lettonne », c'est-à-dire la nuit du 13 au 14 juin 1941. Certains chapitres qui suivent nous apprendront comment les bolcheviks, au moment de l'agression allemande, avant de quitter les pays

baltes, emmènent avec eux un grand nombre d' « esclaves ». Est-ce une psychologie atavique ou moderne, caractérisée par M. Ortega y Gasset ? Cet horrible acte de vandalisme moderne a coûté au peuple letton 34.250 personnes (23.016 hommes, 7.218 femmes et 4.016 enfants) de toutes les classes sociales, en commençant par les ouvriers et en finissant par les banquiers, les industriels et les hommes politiques. Un registre des déportés se trouve à la Croix-Rouge Internationale, à Genève. A part cela, on a trouvé dans la cour de la prison centrale de Riga et ailleurs des amas de cadavres des personnes assassinées par les bolcheviks avant leur fuite (voir Ceichners, chap. XVII).

XIII

HITLER VEUT SURPASSER NAPOLEON

De nombreuses publications, surtout les mémoires de la période de la deuxième guerre mondiale, nous donnent la possibilité de deviner à quelle époque précise de sa carrière Hitler avait décidé, avec « l'infaillibilité d'un somnambule », d'attaquer la Russie Soviétique. La campagne de la Russie aurait été la décision la plus grave de sa vie, a dit Hitler lui-même dans son discours du début de l'attaque. Les désastreuses conséquences de cette décision prouvent que Hitler n'a pas compris les sages conseils de Bismarck aux dirigeants allemands de ne jamais créer deux fronts en Europe, et même après la catastrophe de la première campagne d'hiver (1941-1942), il se croit encore supérieur à Napoléon (« lui, il résiste où un autre échoua ») (« wo ein anderer zerbrach »). Ces hommes « prédestinés » se sentent toujours supérieurs à tous les autres et en fin de compte ils font toujours les mêmes fautes.

Pour pouvoir faire une politique plus ou moins sûre, les grandes chancelleries doivent savoir découvrir les secrets des autres — rivales. Si nous regardons en arrière, vers les premières années de la deuxième guerre mondiale, nous pouvons constater, autant qu'on sache ces choses d'après les publications accessibles au grand public, que certaines sources d'information ont fonctionné à merveille, même celles qui conduisaient aux « sacra sacrorum » des projets des nazis. L'attaque contre l'U.R.S.S. a donc été prévue, en premier lieu, par les Américains. Le ministre Cordell Hull nous donne certaines informations à ce sujet : les dirigeants américains auraient su déjà une demi-année auparavant que le conflit russo-allemand éclaterait et ils auraient eu aussi des informations sur la création préalable d'une administration allemande pour la Russie conquise, ainsi que sur l'existence de gros stocks de billets

de banque (des roubles), préparés dans le même but, etc. Toutes ces nouvelles sont transmises à l'ambassadeur soviétique à Washington. A la veille de la guerre russo-allemande — « pendant les premières semaines de juin (1941), nous recevions des câblogrammes de nos Légations à Bucarest et à Stockholm nous disant que l'Allemagne va attaquer la Russie au cours des semaines prochaines. Le Département d'Etat envoie ces rapports à l'ambassadeur Steinhardt, à Moscou. Huit jours avant l'attaque de Hitler contre la Russie, le premier ministre Churchill envoie au Président un message qui disait... que, d'après ses prévisions, un assaut de vaste proportion contre la Russie serait imminent » (Cordell Hull, p. 973).

Enfin, M. Cordell Hull demande à Molotov, au mois de juin 1943 (voir p. 1174), quand exactement le gouvernement de Moscou a eu la conviction que l'attaque allemande serait imminente. Molotov répond : « On était arrivé à cette conclusion au mois d'avril ou de mai, mais la majorité du peuple russe n'accorda de crédit à ces nouvelles qu'après avoir vu commencer la guerre. »

Qu'on compare tout cela avec la description dramatique des événements à Moscou dans le livre de Gafencu : « Les préliminaires de la guerre à l'Est », livre qui a fait en son temps beaucoup parler de lui. Qu'on pense aussi à nos 35.000 déportés pendant la nuit « de la Saint-Barthélemy lettonne » qui ont été — directement ou indirectement — les premières victimes de ce « jeu diplomatique » !

Et maintenant, quelques observations sur la préparation des plans allemands. M. Byrnes (p. 476-478) attribue la naissance de l'idée d'une attaque dans la tête de Hitler à la période de ses conversations avec Molotov, pendant la visite de ce dernier à Berlin, au mois de novembre 1940. Ces pages de M. Byrnes sont bien suggestives et même, si elles n'embrassent pas toute la période de la rupture entre les nazis et les bolcheviks, elles seront toujours fécondes en visions et en possibilités psychologiques pour tous ceux qui voudront comprendre les développements de cette guerre.

Récemment, M. A. Rossi, dans son livre déjà plusieurs fois cité, a construit tout un tableau d'ensemble du rapprochement progressif des deux dictatures, commencé par le discours de Staline au 18^e Congrès du Parti bolcheviste, le 10 mars 1939, puis conduit par des agents spéciaux des deux côtés, en laissant dédaigneusement de côté les diplomates « qualifiés », surtout du côté russe,

et finalement conclu par le « coup » du 23 août à Moscou. Tout ce tableau est bien documenté et nous remportons de la lecture du livre l'impression de pouvoir suivre d'assez près la voie secrète de ces négociations si importantes. En tout cas, quand on réfléchit bien sur la phrase de Staline du discours cité tout à l'heure, on comprend certaines phases de son attitude ultérieure envers ses alliés occidentaux : « Ne pas permettre aux provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, d'entraîner notre pays dans des conflits. » (Rossi, p. 19.) Les « provocateurs de guerre » étaient cette fois-ci, pour le dictateur de la Russie, les Occidentaux, entendons-nous ; mais on a pardonné tant de choses à Staline...

Au côté « ascendant » du livre de M. Rossi succède la deuxième partie, la « descendante », se dirigeant vers une rupture complète germano-russe en 1941. Cette dernière ligne est plus brusque, et les mouvements sont plus rapides (chap. VII-X). Les phases finales peuvent être complétées par le livre déjà cité de M. Gafencu.

Si j'ai insisté sur ces sujets, c'est pour montrer au lecteur la façon dont on prépare de pareilles manœuvres qui un beau jour se déclenchent comme un orage, ou même un ouragan.

Nous vivons aujourd'hui dans une époque de probabilités illimitées et nous pouvons faire certaines comparaisons.

Sur la campagne allemande en Russie existe déjà toute une littérature. Bien intéressants sont les témoignages des militaires allemands qui analysent les causes de l'échec final. Ces militaires allemands ne sont pas excessivement tendres envers leur ancien chef suprême et de cette sorte le « génie » militaire de Hitler pâlit toujours de plus en plus.

Toutes ces considérations se rapportent aux Baltes, surtout pendant les phases finales de la guerre. Nous y reviendrons. Enregistrons maintenant les réactions des peuples baltiques au commencement du conflit russo-allemand. Ces réactions sont celles de chaque organisme vivant ; réagir à la première occasion contre ceux qui le comblent de vexations, d'humiliations, de souffrances sans compte ! « Le 23 juin déjà, des patriotes lithuaniens occupèrent la station de radio de Kaunas et les principaux édifices gouvernementaux ; un gouvernement provisoire lithuanien, avec M. F. Ambrazevicius à la tête, se constitua. De semblables révoltes éclatèrent à Vilna, Siauliai et ailleurs ; ces coups de force coûtèrent la vie à 4.000 partisans. Des batailles de guérilla contre l'armée rouge en retraite eurent aussi lieu en Lettonie et en

Estonie, et pendant quelques journées la radio de Riga pouvait annoncer au monde que la Lettonie s'était de nouveau libérée de ses premiers occupants. On commença déjà à rétablir l'armée lettonne et la garde civique et l'on se prépara à créer un gouvernement provisoire. » (Svabe, p. 57-58.)

Hélas ! les nombreuses jeunes vies étaient perdues en vain pour cette noble cause !

XIV

L'OSTLAND

L'EUROPE ORIENTALE N'OBEIT PAS A « MEIN KAMPF »

Dans le chapitre XIV de « Mein Kampf » (éd. 1937) : « Une orientation orientale ou une politique orientale », nous lisons : « C'est ainsi que nous autres nationaux-socialistes abandonnons définitivement la politique étrangère des temps d'avant guerre. Nous recommençons du point où l'on s'est arrêté, il y a six siècles. Nous cessons les incursions continuelles des Germains vers le sud et l'ouest de l'Europe et nous dirigeons nos regards vers les terres de l'orient. Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale des temps d'avant guerre et nous passons à la politique de la conquête des terres (« Bodenpolitik ») de l'avenir. Et si nous parlons aujourd'hui en Europe de nouveaux territoires (« Grund und Boden »), nous pensons en premier lieu seulement à la Russie et aux Etats avoisinants (« Randstaaten ») qui dépendent d'elle. « Tout ce qu'on a fait jusqu'ici » — continua Hitler — « c'étaient seulement des demi-mesures (par exemple, envers la Pologne) et l'on a fait du terme « germanisation » un jeu d'enfants » (voir I, 268 ; II, 25), etc.

Voilà l'épine dorsale du programme. Pour que tout soit basé sur de solides bases scientifiques, les théoriciens nazis ont découvert le grand géographe allemand Fr. Ratzel et surtout le Suédois J. R. Kjellén, créateur de la géopolitique ; d'autre part, on a exploité différents anthropologues et, sans avoir trop de scrupules au sujet des imprécisions et des contradictions, une théorie du « grand espace » (« Grossraum », du prof. K. Haushofer) et de pureté raciale allemande (la race nordique) a été construite, pour l'inscrire sur le drapeau de la croix gammée et pour marcher à la conquête des terres promises. « Comme si Hitler voulait imiter », dit avec finesse M. Gafencu, « le chef d'une tribu germanique nomade (Führer) du haut moyen âge. »

Voilà la demi-science de Dostoïevski, cette fois à l'allemande, et si vraiment le pauvre Ratzel a parlé souvent de l'espace (« Raum »), il a aussi bien insisté sur l'expérience pratique « que les avantages de la situation sont plus faciles à obtenir que ceux de l'espace » (« Politische Geographie », 1897, p. 245). On remplit les livres d'histoire de flèches qui devraient signifier le dynamisme et l'on transforme la géographie en géopolitique, dans laquelle on aperçoit beaucoup de politique et très peu de géographie, comme l'a dit un savant français. Cela va sans dire que le pauvre Kjellén, lui aussi, est le premier à en payer les frais. Ces flèches, à propos, on les retrouve aussi dans la « Grande Encyclopédie Soviétique » de 1948, et précisément sur la carte de la contre-attaque russe à partir de 1943 (entre les pages 720 et 721).

Mais la situation du Reich en 1941-1942, n'oublions pas cela, était propre à suggérer à beaucoup de personnes — soyons francs ! — la vision d'un « espace » énorme établi pour l'application de « l'ordre nouveau » (ni ordre ni nouveau, d'après une remarque ironique du Président Roosevelt) : du Cap Nord au Sahara, de la Volga et du Caucase à la Manche ! Avant d'envahir les terres de l'Est européen, on avait dressé le programme d'action. Aux trois Etats Baltiques on a ajouté, pour que l'espace soit plus solide, sans tenir toutefois compte de l'énorme différence du « standard of life », la Russie Blanche. Tout cela ensemble va s'appeler l'« Ostland ». Et voilà le programme d'action (Procès de Nuremberg, XI, 580) : « Le but d'un commissaire du Reich pour l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie et la Russie Blanche doit être surtout de s'efforcer de créer un protectorat allemand, afin de transformer par la suite ces régions en partie intégrante du Grand Reich allemand, en germanisant les éléments acceptables racialement par la colonisation de peuples de souche germanique et par l'évacuation des éléments indésirables dans une autre partie du Reich », ce qui veut dire ici en Russie Blanche (« Nazi Conspiracy », III, 690-691) : « En Lettonie on va trouver une plus forte résistance antiallemande qu'en Estonie (A. Sp.), et pour cette raison on y trouvera des exilés sur une plus large échelle... La Russie Blanche aura tout d'abord la tâche difficile d'accueillir tous les éléments des populations chassées de l'Estonie, de Lettonie et de Lithuanie, ainsi que celles provenant de la partie polonaise du bassin de la Warthe. »

On a parfois exploité le regrettable fait du massacre des juifs par les Allemands sur le territoire letton — une des conséquences

directes de la « théorie » raciale — pour jeter du discrédit sur le peuple letton, et cela souvent pour des motifs équivoques. Le tragique tableau de ces massacres dans l'Ostland, on le voit dans le volume XXX (p. 71-80 et ailleurs) du Procès de Nuremberg, et l'on trouve quelques commentaires utiles à lire pour ceux qui continuent à faire de pareils reproches, dans le volume XI, p. 560 suiv. et 595 suiv.

Si l'on étudie bien les points du programme cité plus haut, on comprend sans peine les manœuvres allemandes pour déposséder les paysans lettons et les Baltes en général. En effet, à peine arrivés chez nous, les nazis ont déclaré que tous les immeubles dans les villes (sans parler des usines, des banques, des entreprises commerciales, etc.) et toutes les propriétés terriennes appartiennent au Reich allemand, parce que l'Allemagne les a conquis « jure belli » des bolcheviks qui, à leur tour, les avaient expropriés aux anciens propriétaires. Et si l'on restituait ces propriétés à quelques-uns des « anciens » propriétaires, cela serait fait par pure « générosité » et « bienveillance » des autorités allemandes.

L'exploitation économique par les Allemands était, en théorie au moins, arrivée à son « nec plus ultra », surtout en ce qui concerne les produits gras et sucrés : on en laissait à la population indigène quelque 1 % à 3 %. En général, les rations pour les indigènes arrivaient à un tiers des rations allemandes. Sur l'organisation du travail obligatoire en Lettonie — problème désormais trop connu dans le monde entier — on trouve des détails dans l'œuvre citée (Procès de Nuremberg, XXX, p. 101-114).

Pour qu'on puisse évaluer la place des Lettons dans l'échelle de l'aristocratie anthropologique des nazis, voilà un « charmant » passage sur notre compte (op. cit. XXX, p. 112 ; c'est Sauckel qui écrit) : « (Pour les travailleurs obligatoires des Pays Baltes) est en vigueur la défense de demeurer dans les parages des bureaux de la police de la province où se trouve la place de leur travail et, au surplus, une défense de relations sexuelles avec les citoyens allemands. Toutefois, ils ne sont pas tenus à porter une marque distinctive. » Pas de « B » donc, comme les pauvres juifs avaient leur « J ». Et avant tous ces événements, le 1^{er} juillet 1941, les troupes allemandes étaient saluées comme les libérateurs du cauchemar bolcheviste, avec des fleurs et des drapeaux flottant au vent !

Pour comprendre la situation au commencement de la guerre russo-allemande, on doit tenir compte de ce que toutes les ordonnances secrètes, citées ci-dessus, sont venues à la lumière du jour seulement par la suite. Les nazis cachaient bien leurs buts, comme leur Führer l'a voulu (voir « Nazi Conspiracy », VII, p. 1086 suiv.). Du premier abord, on ne voyait que des soldats allemands et de vraies marées de prisonniers russes qui crurent le bon moment venu pour s'échapper du joug bolcheviste.

C'est grâce à l'extrême « intelligence » (sic) des dirigeants nazis que cet état d'âme russe s'est transformé, après plusieurs mois, en mouvements partisans contre les Allemands ! Puis, bientôt arrivèrent en Lettonie les « noirs » (S.S.) et parmi eux un certain nombre d'Allemands baltes qui croyaient avoir des comptes à régler avec les Lettons, encore depuis la période de l'indépendance de la Lettonie. Ces hommes tâchaient naturellement d'appliquer le programme maximum et, pour donner un seul exemple, citons les essais, bien éphémères d'ailleurs, du « camarade » von Holst d'abolir en Lettonie toutes les écoles secondaires et supérieures, en laissant seulement les écoles élémentaires.

En général, toute l'équipe des employés et des administrateurs allemands aux pays baltes était bien médiocre et numériquement insuffisante, sans parler d'autres défauts, pour être maître de la situation, et surtout dans les campagnes, où les paysans arrivaient à se tirer d'affaire, malgré les ordonnances et les exigences officielles bien redondantes.

A part cela, les développements de la guerre empêchaient considérablement la réalisation entière du programme initial allemand : aux débuts de novembre 1942, les Américains débarquèrent en Afrique du Nord et au commencement de l'année 1943 arriva le désastre de Stalingrad.

Les initiatives allemandes dans les pays baltes donnèrent souvent une certaine impression d'hystérie. La plus grande partie de la documentation relative à ces événements est tombée dans les mains des Russes, quand ils ont réoccupé les pays baltes en 1944-1945 ; ils ont naturellement publié (par exemple dans l'édition citée : Procès de Nuremberg) seulement les pièces qui convenaient à leur politique ; il est donc, dans une certaine mesure, prématuré de vouloir faire des conclusions définitives sur cette période ; de quelques exemples, on peut tout de même voir ou deviner certaines lignes générales.

Prenons, par exemple, le cas de l'attitude des autorités allemandes d'occupation envers la population civile de la Lettonie, avant la nouvelle invasion bolcheviste. Il y a là toute une gamme de dispositions, en commençant par la persécution impitoyable de ceux qui voulaient fuir à travers la Baltique en Suède (dans des barques de pêcheurs, n'oublions pas cela) jusqu'à l'évacuation en masse des civils vers Dantzig, Stettin, etc., sans demander leurs avis. Cette évacuation en masse, on l'aurait faite surtout sur la demande du général Schoerner; en commençant par les régions d'une immédiate occupation russe probable, et cela pour ne pas fournir aux envahisseurs un matériel humain utile pour leur armée et pour les travaux forcés. On avait déjà constaté que les Russes procédaient, dans les régions conquises, à une mobilisation totale de la population.

M. Unams, déjà cité, qui a vécu les années de l'occupation allemande et a pu observer certaines choses de près, nous parle (p. 106, 108, 110, 114) de différents projets allemands concernant les habitants de la Lettonie : forcer, jusqu'à la dernière limite possible, la défense du pays, puis l'abandonner à l'improviste, pour montrer au monde comment les bolcheviks vont traiter les Lettons (sans doute, après avoir évacué tout ce qu'on a pu emporter), utiliser certains groupes d'intellectuels lettons pour leur propagande, etc. Plus les dangers augmentent, et plus chaotiques deviennent ces « plans ». Voilà un passage « des mémoires pas encore publiés », comme dit l'auteur (p. 110) : « Les actions de l'Allemagne nationale-socialiste pendant la guerre ont été souvent dictées par le hasard et par la stupidité. Le hasard, accompagné par une présomption démonstrative, jouait son rôle, quand les événements se présentaient par surprise et quand les fonctionnaires nazis subordonnés ne réussissaient pas à recevoir des directives d'en haut. Eux-mêmes, ils n'avaient point de pensées propres et d'initiatives, parce que... La stupidité, de son côté, jouait sa carte, quand les événements surprenaient les dirigeants eux-mêmes qui ne réussissaient pas à prendre position devant certaines situations ou ne voulaient pas renier leurs principes, ou quand ils n'avaient pas le courage d'avouer leurs fautes. »

CEUX DONT ON NE PARLE PAS OUVERTEMENT

Quoique gravement blessée par le coup dur de la campagne d'hiver en Russie (1941-1942), l'Allemagne, par sa domination de la plus grande partie du continent européen, était encore terriblement forte et l'on peut supposer du ton de certaines phrases des grands chefs occidentaux qu'ils ne se sentaient pas du tout trop sûrs de leur victoire finale, au printemps de l'année 1942, avant le commencement des grandes offensives. De plus, la situation militaire sur les divers fronts se présentait assez défavorable pour eux : les Japonais avaient chassé les Américains des Philippines, les Anglais de la Malaisie, de la Birmanie et les Hollandais des Indes hollandaises : l'Allemagne, de son côté, pleine de menaces et enrichie d'expériences, préparait une nouvelle grande offensive contre la Russie, tandis que ses sous-marins faisaient enrager les chefs de la flotte alliée de l'Atlantique. Enfin, il y avait encore un élément qui, à la longue, pouvait devenir fatal : c'était l'épuisement financier de la Grande-Bretagne après sa lutte à la vie et à la mort (voir la déclaration de l'ambassadeur anglais aux Etats-Unis, Lord Lothian, à la presse, le 23 novembre 1941). On comprend aisément qu'elle cherchait partout des appuis et des alliés, et c'est elle surtout qui veut arriver à un accord avec la Russie Soviétique. Mais Staline connaît les avantages de sa situation géographique et c'est lui qui, malgré les revers subis, veut dicter les conditions de l'alliance. Il le dit à M. Eden qui est venu à ce propos à Moscou, au mois de décembre 1941. Voilà ces conditions (Cordell Hull, p. 1166-1167) : « Staline disait que la conclusion d'un pacte quel qu'il soit (of any Anglo-Soviet agreement) dépendra du fait si les deux pays seront d'accord sur les frontières futures des Soviets, particulièrement sur l'incorporation (inclusion) des Etats Baltiques et sur la restauration de la frontière finno-soviétique de 1940. » M. Eden, lui-même, dans son

article ultérieur, plein de fines observations psychologiques et politiques (« Soviet Foreign Policy. The chameleon and the bear ». — « The Daily Telegraph », 6 octobre 1949), est un peu moins explicite ; il dit seulement que Staline voulait obtenir de lui un engagement que la Grande-Bretagne voudra reconnaître, sous la forme d'un pacte, les frontières soviétiques qui existaient au moment de l'attaque allemande contre la Russie. « Cela, je refusais de l'accorder », etc. M. Eden tient donc bien, malgré que la discussion devient âpre (sharp). Il évite de prendre de pareilles responsabilités ; en laissant la décision à son gouvernement, il sauve pour le moment la situation internationale des Etats Baltes, mais le gouvernement anglais, vu la situation, commence à exercer une pression diplomatique sur Washington pour obtenir l'adhésion des Américains aux exigences — quasi ultimatives — de Staline.

Après la publication du IV^e volume des Mémoires de M. Winston Churchill nous connaissons un des documents officiels à cet égard. Des textes de ce genre sont toujours très instructifs pour les Baltes. M. Churchill écrit au Président Roosevelt, le 7 mars 1942 (voir p. 293) :

« Si Winant est avec vous, il va vous expliquer sans doute le point de vue du Foreign Office sur la Russie. La gravité croissante de la guerre m'a obligé de penser que les principes de la Charte de l'Atlantique ne devraient pas être interprétés de façon à refuser à la Russie les frontières qu'elle avait au moment où l'Allemagne l'attaqua. C'était une des conditions de la Russie pour adhérer à la Charte et je crois savoir que des mesures sévères ont été appliquées pour liquider des éléments hostiles dans les Etats baltes, quand la Russie a occupé ces régions, aux débuts de la guerre. C'est pour cela que j'espère que vous serez disposé à nous donner les mains libres pour signer le traité, comme le désire Staline, le plus tôt possible », etc.

La bataille diplomatique entre les deux capitales anglo-saxonnes est très vive. Les Américains (surtout M. Cordell Hull) s'opposent catégoriquement à cette violation des principes de la Charte Atlantique, en maintenant la règle de conduite américaine de ne pas fixer des frontières pendant le conflit même, pour éviter des complications ultérieures. On arrive jusqu'à la menace, de la part de M. Cordell Hull, de donner à la publicité toute cette controverse, ainsi que la déclaration officielle, avec le point de vue américain (Cordell Hull, p. 1167, 1172-1174). Alors les Anglais reculent et les Russes, en vue de leur dépendance de l'aide amé-

ricaine, signent — en serrant les dents, probablement — le Pacte anglo-russe du 26 mai 1942, sans toucher au problème des frontières.

Une victoire, donc, des principes du droit international ? Oui, mais à quel prix ! Premièrement, toute cette bataille s'est passée dans le silence complet des grandes chancelleries, et cela veut dire qu'on craignait de toucher à ces choses ouvertement ; en d'autres termes : plus l'importance internationale ou mondiale du problème baltique montait, plus on le cachait aux yeux du grand public. Deuxièmement, toute cette bataille diplomatique a fait naître, paraît-il, dans les têtes des dirigeants américains, l'impression que devant le choix : la force ou le droit, c'est-à-dire l'amitié ou au moins l'acquiescement des Soviets, ou la possibilité d'un nouveau 23 août 1939 « in extremis », la première solution serait à préférer dans cette lutte féroce d'envergure mondiale, dont on ne voyait pas encore bien la fin à cette époque.

L'indice sûr du fait que la cause baltique commençait à tourner mal, le voilà : à Washington naît l'idée d'une solution radicale, c'est-à-dire évacuer de leur patrie tous les Baltes qui ne veulent pas rester sous la domination russe. On discute cette possibilité qui apparaît un peu trop cruelle même aux initiateurs ; Molotov, en bon communiste, rejette naturellement une pareille suggestion ; mais la Destinée, implacable envers les Baltes dans cette période, applique cette cruelle mesure deux ans plus tard, quand les Russes « évacuent » vers la Sibérie des masses de la population balte, dans des conditions qui font penser aux pires moments de l'histoire de la vie des peuples.

Plus les Russes, en se battant vaillamment pour leur patrie, gagnent de prestige militaire, et plus ils deviennent nécessaires aux alliés occidentaux, qui ne se pressent pas de faire le débarquement ; alors l'étoile de l'espoir pour les Baltes commence à pâlir. Pendant la lutte décisive des années 1943-1944, lutte non plus des peuples, mais des masses, la voix des Baltes est toujours de moins en moins perceptible. Toutefois, il existe quelqu'un qui se souvient toujours de « ses » républiques baltiques, — c'est le dictateur du Kremlin.

Quand M. Cordell Hull part pour la conférence de Moscou (octobre 1943), le Président Roosevelt lui donne ses instructions (Cordell Hull, p. 1265-1266) : « ... en ce qui concerne la Pologne et les Etats Baltiques, le Président m'a dit que s'il voyait Staline, il lui ferait un appel de haute morale. Il lui aurait dit que ni

la Grande-Bretagne ni nous autres, Américains, nous ne ferons la guerre à la Russie à cause des Baltes, mais que c'est l'intérêt de la Russie elle-même, en ce qui concerne sa position dans le monde, que ce serait une belle chose pour elle que de dire qu'elle aura la bonne intention d'organiser un autre plébiscite dans les pays baltiques, environ deux ans après la guerre. La Russie est satisfaite du « plébiscite » qu'elle a déjà organisé dans les pays baltiques et elle le croit définitif, mais le reste du monde n'a pas l'air de penser ainsi. Il (le Président) pensait que la même idée devrait être appliquée à la Pologne orientale, mais que les nouvelles frontières devraient en tout cas aller quelque peu vers l'orient de la ligne Curzon, avec Lemberg (Lwow) à la Pologne », etc.

Une oraison funèbre, donc !

Pour terminer, voilà le témoignage du diplomate polonais M. Ciechanowski (p. 106) ; il nous raconte ses impressions rapportées de la visite, ensemble avec M. Raczynski, chez le sous-secrétaire d'Etat Berle, le 21 février 1942 : « Quand Raczynski critiquait l'expansion soviétique en faisant la comparaison avec la théorie géopolitique du grand espace (Grossraumpolitik) de Haushofer, Berle exprimait le point de vue qu'il serait possible d'assurer des modalités du développement des petits Etats, tenant en même temps compte des nécessités défensives des grandes puissances directement intéressées ; comme exemple, il se référait à Costa-Rica, lequel Etat, disait-il, aurait pu être occupé par les Etats-Unis, si ces derniers l'avaient désiré (pour garantir la sûreté du Canal de Panama) (A. Sp.) ; mais le Costa-Rica a permis d'établir, en donnant son adhésion complète, des bases défensives américaines sur son territoire, sans exprimer des inquiétudes concernant sa propre sûreté. Moi (parle M. Ciechanowski) (A. Sp.), je rappelais à M. Berle la malheureuse situation des trois Etats Baltiques, comme conséquence de l'établissement des « bases défensives » soviétiques sur leurs territoires, et j'ajoutais qu'à peine la première garnison soviétique arrivée, des pays entiers se voyaient incorporés dans l'Union Soviétique. Berle avouait que les Etats Baltiques étaient profondément attachés à leur indépendance et ajoutait, comme s'il reculait de son argumentation antérieure, que les idées tracées par lui n'étaient pas encore bien élaborées et qu'on devait les étudier encore avec beaucoup de soin ; toutefois, cette conversation nous a donné beaucoup de matière à réflexion. Nous ne pouvions pas nous

débarrasser des craintes que ces remarques seraient une sorte de prélude à un changement probable des vues fondamentales des Américains. » En effet, raconte un peu plus tard l'auteur (p. 107-108), les conversations consécutives avec le Président Roosevelt et avec M. Hopkins ne font que confirmer ces doutes. Or, il est inutile de se faire des illusions : la cause baltique était dans une position défavorable pendant les dernières années de la deuxième guerre mondiale et pendant les premières années après la « paix » de 1945.

Tout récemment, « Le Figaro » du 20 février 1951 reproduisait une lettre du Président Roosevelt en date du 20 février 1943, lettre désignée comme « ultra-secrète » : ce document dissipe tous les doutes sur le sort des Baltes, comme on l'envisageait parfois à cette époque.

TEHERAN, YALTA, ET CE QUI SUIT

De la longue suite des conférences des alliés occidentaux avec les bolcheviks, à partir des premières tentatives occidentales d'intéresser Staline à des discussions « en petit comité » jusqu'à Potsdam, où formellement se termine leur collaboration militaire (voir l'aperçu général de l' « Enciclopedia Italiana », appendice II, 1948 : « Guerra mondiale, storia diplomatica », p. 1103-1130), dans la mémoire des gens sont restés gravés les noms de Téhéran et de Yalta, et plus les temps avancent, plus ces deux noms se présentent à l'imagination du monde occidental comme entourés de brouillards suspects et d'ombres dangereuses. Aux Etats-Unis, la critique des accords publiés, ainsi que de ceux dont on supposait l'existence, a immédiatement commencé, exprimant des inquiétudes. Le premier à le faire, si je ne me trompe pas, était l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Moscou et à Paris, M. W. Bullitt ; ensuite, au fur et à mesure que la collaboration d'après guerre des alliés occidentaux avec les Russes diminuait d'une année à l'autre, le ton de cette polémique au sujet de la politique Roosevelt-Cordell Hull envers les Russes a monté, jusqu'à devenir parfois violent. Il ne serait pas correct, de notre part, de vouloir nous mêler de ces échanges de vues entre les différents groupements politiques de l'Amérique du Nord, mais notre intérêt direct et notre devoir même nous demandent de tâcher d'entrevoir à quoi tout cela nous mène et quels sont les enseignements à y trouver. Un seul exemple : le 18 novembre 1950, jour de la Fête Nationale Lettonne, à notre Légation à Washington, M. Armstrong, membre du Congrès des Etats-Unis, en présentant ses vœux dans un éloquent discours, a déclaré, entre autres, qu'à Yalta, quand on était arrivé à traiter le problème baltique, Staline aurait menacé de conclure une paix séparée « avec son ancien ami Hitler » si les Etats-Unis ne reconnaissaient pas l'incorpora-

tion des Etats Baltiques par l'Union Soviétique (voir « Londonas Avize » du 29 novembre 1950). C'est un membre américain du Congrès qui dit cela dans un discours public ; il saura certainement prendre ses responsabilités.

Les publications (mémoires, etc.) sur les grandes et décisives conférences de Téhéran (28 novembre-1^{er} décembre 1943), Yalta (4-12 février 1945) et Potsdam (17 juillet-2 août 1945) ne sont pas encore nombreuses ; il n'est donc pas facile de tracer, même approximativement, avec quelque certitude, la ligne du développement du problème baltique pendant les trois dernières années de la deuxième guerre mondiale, ainsi que pendant les premières années d'après guerre. Mais du peu de documentation que j'ai à ma disposition ainsi que de certains aspects des relations internationales on peut tout de même tirer quelques conclusions et deviner le développement des événements à l'égard des Etats Baltiques. Voilà d'abord le livre de M. R. E. Sherwood : « The White House, papers of Harry L. Hopkins », vol. II. Ce livre a été écrit, comme le dit l'auteur, avec le but de défendre la mémoire de M. Hopkins contre ceux qui lui attribuent le rôle néfaste d'avoir donné de mauvais conseils au Président pour sa politique russe (rappelons-nous, pour avoir une perspective historique, du conseiller et ami du Président Wilson, le colonel House). Pour apprécier à leur juste valeur les citations qui vont suivre, le lecteur est prié de se souvenir des instructions du Président Roosevelt à son ministre M. Cordell Hull (chap. XV).

Le Président Roosevelt habitait pendant la conférence de Téhéran l'ambassade soviétique de cette ville (voir II, 771 suiv.). Pour la motivation de ce fait, voir aussi le jugement de Roosevelt sur Churchill et Staline (II, 790) ; il y avait entre les deux chefs d'Etat certains entretiens privés, à part les conférences officielles. Une fois Roosevelt toucha passagèrement au problème de la mer Baltique, c'est-à-dire au problème de l'accès à cette mer, la liberté des mers étant un des principes fondamentaux de la politique étrangère américaine. Staline se cabra immédiatement (II, 776-777), parce que, à cause d'une erreur quelconque du traducteur soviétique, le maréchal Staline avait cru que le Président touchait à la question des Etats baltiques. Partant de cette interprétation, il déclara catégoriquement que les Etats baltiques, par l'expression de la volonté de leurs peuples, ont exprimé le désir d'appartenir à l'Union Soviétique et que, par conséquent, cette question est hors de discussion. « Qu'on n'y

touche pas ! » Une autre fois (II, 788-789), Roosevelt tâcha d'expliquer à Staline et à Molotov, en y réussissant plutôt mal, certains principes politiques américains concernant l'opinion publique : « Roosevelt trouva nécessaire d'expliquer à Staline qu'aux Etats-Unis il y a 6 ou 7 millions d'Américains d'origine polonaise et d'autres millions d'origine lithuanienne, lettonne et estonienne qui possèdent les mêmes droits que tous les autres citoyens, y compris le droit de vote. Leur opinion doit être respectée. » Staline répondit qu'il comprenait cela, mais il ajouta un peu après qu'un certain travail de propagande (*propaganda work*) devrait être fait parmi ces gens. Et enfin, à la page 790, on trouve une petite remarque assez caractéristique : le Président aurait parlé à ses collaborateurs du « cynisme (de Staline) envers certains problèmes comme celui des droits des petites nations ». Pour donner un peu plus de poids à ces citations, cherchons des confirmations ailleurs. M. Byrnes (p. 105), par exemple, nous transmet une phrase de Staline dite à Hopkins : « Il n'est pas dit qu'une nation ne soit pas dangereuse par le fait même d'être petite », et le général et ex-ambassadeur à Moscou, M. Bedell-Smith, constate : « A l'étranger, il y a des groupes de Lithuaniens, de Lettons, d'Estoniens et de citoyens d'autres pays asservis par la Russie qui ont abandonné leurs patries et ont émigré dans les pays libres. Ces groupements représentent des centres d'opposition potentielle. Les gouvernants soviétiques le savent parfaitement bien. Un diplomate russe m'a dit à Paris, avec une rare clairvoyance : « C'est exactement ainsi que nous avons commencé aussi, nous autres communistes. » (Cité d'après la revue « L'Europeo », de Rome, du 8 octobre 1950.)

Sur la conférence de Téhéran, nous avons encore le témoignage de M. Sumner Welles, dans un article de l'année 1950 de l'« Evening Star » : « ... La ligne Curzon, considérée depuis longtemps à l'occident (à partir de quelle date ?) (A. Sp.) comme frontière légitime entre la Pologne et la Russie. En effet, elle était acceptée à Téhéran par MM. Churchill et Roosevelt. Les problèmes de la Bessarabie et de la Bukovine ne présentaient pas de grandes difficultés. Mais, du point de vue américain, une seule des conquêtes de Staline (*one of the commitments sought by Staline*) ne pouvait pas être acceptée — celle concernant l'incorporation définitive des trois Républiques baltiques dans l'Union Soviétique. » « Et même sur ce point, » — continue l'auteur, — « Staline n'aurait pas été si entêté, à ce qu'il me semble, si les

Etats-Unis avaient été plus résolu. » (Voir aussi les manœuvres des dirigeants soviétiques décrites par M. Byrnes (chap. V, p. 181, 183-184.)

Sur la situation des Baltes à Téhéran, nous avons encore les informations de M. Ciechanowski. Nous sommes en 1943, sous le signe du charme exercé par Staline sur le Président Roosevelt et sur une bonne partie de ses collaborateurs, y compris, pour un certain temps, M. Cordell Hull. Le dictateur rouge sait bien jouer la carte du démocrate américain, et par conséquent la côte orientale de la Baltique est en danger permanent d'être abandonnée à la Russie. Les choses se passent encore assez bien pour la Finlande (voir chap. X), mais la cause des Baltes est subordonnée à un « agnosticisme soviétique » très suspect (p. 260-261) : ainsi, Staline déclare n'avoir pas encore bien pensé à ce problème ; il n'attribuerait pas une grande importance au sujet du statut politique de ces pays, il chercherait encore à étudier mieux les aspirations de ces populations, etc.

Sur Yalta, les sources à ma disposition sont peu nombreuses, mais quand même éloquentes. M. Sherwood, déjà cité (II, 844), nous décrit un dîner, où tout le monde était de très bonne humeur. M. Bohlen avait une conversation avec Vychinski, son voisin de table : « Vychinski disait que l'Union Soviétique n'accordera jamais aux petites nations le droit de juger les actes des grandes puissances ; quand Bohlen risquait d'exprimer l'opinion que le peuple américain n'accepterait jamais ce refus total des droits aux petites nations, Vychinski répondit que le peuple américain devrait apprendre à obéir à ses chefs... » Voilà les rayons du soleil levant (voir p. 34) promis aux peuples baltes !

M. Sumner Welles, dans l'article cité, écrit de Yalta qu'on « établit (taken up) les futures frontières de la Pologne ainsi que la composition politique de son futur gouvernement ». Des Baltes il ne dit pas un mot.

M. Ciechanowski, de son côté, écrit des pages violentes sur Téhéran et Yalta. La page 347 sur la ligne Curzon est pénible à lire et la description du retour du Président Roosevelt, déjà très malade, de Yalta est vraiment tragique (p. 376). Une conclusion générale pour Yalta (voir le chap. 38 : « Total surrender at Yalta, February 1945 ») est donnée dans le livre de M. Stettinius (entretien entre l'auteur et M. Ciechanowski du 14 mars 1945) : M. Stettinius dit que le Président avait l'intention « de lutter pour la cause polonaise », mais, en arrivant à Yalta, il a

trouvé la situation si tendue et Staline très entêté et tellement résolu « d'exécuter jusqu'au but ses intentions concernant la Pologne », que le Président a immédiatement compris qu'il ne pouvait pas insister pour rejeter les exigences territoriales soviétiques, sans risquer une complète rupture avec Staline...

Dans son livre paru quelques années plus tard : « Roosevelt and the Russians, the Yalta Conference, New York, 1949 », M. Stettinius défend entièrement la politique de son Président à Yalta (voir surtout le chapitre : « Appeasement or Realism ? » p. 295 sq.). En voilà la motivation à l'égard de la Pologne (p. 301) : « Au mois de février 1945, en conclusion, la Pologne et l'entière Europe orientale, à l'exception d'une bonne partie de la Tchécoslovaquie, était dans les mains de l'armée rouge. Or, comme conséquence de cette situation militaire, il n'y avait plus question de ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pourraient permettre à la Russie de faire en Pologne, mais il s'agissait de savoir comment ces deux pays réussiraient à persuader l'Union Soviétique d'accepter au moins certains points de vue à cet égard » (la dernière phrase est soulignée par l'auteur). Ce maigre résultat de la grande opération « lend and lease » a peu de commun avec l'espoir du feu Président que l'Union Soviétique deviendra « un bon citoyen dans la famille des Nations Unies » ! (p. 307). On ne parle plus des Baltes, mais ils sont peut-être compris dans « les exigences territoriales soviétiques ».

M. Sumner Welles (op. cit.) veut donner une explication : « Comme je vois les choses, il me semble que les critiques des accords de Téhéran, Yalta et Potsdam confondent la cause et l'effet. » Du côté balte, on pourrait répondre : on nous a accusés, dans une certaine mesure, d'être la cause de la guerre, sans aucune faute de notre côté ; maintenant, plus que tous les autres, nous souffrons des effets et des conséquences du grand bouleversement. Il n'y a pas à s'y tromper, c'est suffisamment clair.

Dans un livre récent : « A Diplomatic History of the United States » (3^e éd., 1950) de M. Samuel Flagg Bemis, on trouve énumérés, aux pages 895-899, trois accords secrets de Yalta : au sujet du rapatriement des prisonniers de guerre, sur la façon de voter au Conseil des quatre « grands » et sur l'entrée de l'U.R.S.S. en guerre contre le Japon. Du secteur baltique et de la Pologne, pas un mot. En récompense, l'auteur constate que les Etats-Unis ont fait « plus que la moitié de la route » pour arriver à un accord avec l'U.R.S.S. (p. 898).

Pour terminer, nous citons une conclusion générale pour la période d'après guerre, formulée par Sir M. Peterson (p. 258-259) : « Il était évident, déjà depuis longtemps, que pendant et après la guerre la politique étrangère soviétique tâchera d'avancer en deux directions, c'est-à-dire d'une part sur la ligne de l'impérialisme tsariste et d'autre part sur la ligne du communisme militant. La première ligne était dirigée, en premier lieu et directement, vers le but de recouvrer les territoires qui ont jadis appartenu à la Russie tsariste ; l'autre, si on laissait faire, pourrait conduire l'Union Soviétique vers la réalisation de tous les buts prévus par la doctrine de Marx-Lénine-Staline... Le monde occidental espérait que l'Union Soviétique, si l'on ne mettait pas d'obstacles et d'entraves sur la route de son impérialisme tsariste — et en tous cas on ne voyait pas bien par quels moyens on aurait pu poser des obstacles à l'Union Soviétique dans son propre rayon d'action — aurait abandonné momentanément la deuxième direction, celle du communisme militant, ou qu'on aurait pu éviter tout à fait la réalisation du programme de Lénine. Ce fallacieux espoir était de nouveau ranimé après l'entente de Staline, Roosevelt et Churchill à Yalta ; il subsista jusqu'à l'entrevue de Potsdam, pendant l'été 1945. La politique inspirée par cet espoir a été appelée « l'apaisement » (appeasement), particulièrement en Amérique », etc.

C'est admirablement clair, et l'on doit remercier l'illustre diplomate anglais pour sa franchise. Mais comme les Baltés, sans parler de leurs voisins, se trouvent justement entre les deux lignes de la politique soviétique, on pourrait donner, de leur part, une définition ou une paraphrase plus crue et pas diplomatique du tout de cette situation internationale, en la formulant comme suit : voulant calmer les bolcheviks, on leur a permis de digérer les pays conquis et annexés, mais les Russes ne se sont point calmés et ont créé, en augmentant constamment leurs exigences, une situation de dangereuse tension. Si l'on ne comprend pas, à l'occident, pourquoi les bolcheviks ne se contentent pas de leurs conquêtes, déjà énormes, quelqu'un qui a la chance de les connaître de près pourrait répondre simplement et pour ainsi dire ingénuement : c'est parce que dans le régime de ce pays la disproportion du nombre, des conditions de la vie, des privilèges, de la puissance, etc., entre la minuscule minorité dirigeante et la grande masse asservie est si énorme que tout cet édifice ne tiendrait pas debout sans des méthodes violentes, toujours plus vio-

lentes. Les individus doivent remuer et s'agiter sans cesse ; il n'y a pas de pitié pour eux, autrement ils risquent de perdre « l'équilibre ». S'il existe, à l'occident, de forts courants qui considèrent cet état comme la dernière perfection sociale, libre à eux de le faire...

La situation internationale des Baltes se présente maintenant sous un double aspect, bien particulier. En pratique, nous sommes traités par les occupants bolcheviques le plus mal de tous les peuples subjugués. Pour un lecteur attentif des remarques et des observations de cette brochure, des commentaires supplémentaires sont inutiles. Du point de vue du droit des gens, au contraire, les Etats Baltiques sont les seuls de tous les pays annexés et satellites qui sont reconnus « de jure » jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire après plus de dix ans, dans les personnes des représentants de leurs derniers gouvernements légaux de 1939-1940, et notamment sans conditions par les Etats-Unis, le Saint-Siège, le Brésil, etc., et par la Grande-Bretagne, la France et beaucoup d'autres Etats avec certaines restrictions de caractère formel.

En tout cas, malgré que le problème baltique ait subi tant de hausses et de baisses, tant d'oscillations périlleuses pendant ces onze ou douze dernières années, il n'existe pas de documents officiels, signés et scellés, qui seraient sortis des grandes chancelleries de l'occident, avec des formules de reconnaissance officielle de l'incorporation des Etats baltes qui est un acte de violence envers nous de la part de l'U.R.S.S. C'est évidemment la réponse, surtout morale, de la part des Etats civilisés, aux bolcheviks qui ont voulu trop tirer sur la corde, dans le cas des Etats baltes. On saura un beau jour quelles ont été les discussions sur notre compte à Yalta et autre part. Malgré toutes les menaces du côté des messieurs du Kremlin, officiellement il n'en est sorti que... du silence.

XVII

LA LUTTE DESESPEREE D'UN PEUPLE

Après Stalingrad (février 1943), le gros rouleau compresseur change de direction et au lieu du « Drang nach Osten » l'Europe sera obligée à faire face au « Drang nach Westen », prévu déjà par Spengler... et par quelques « Cassandres Baltiques » moins connues. Au commencement de l'année 1944, l'armée rouge, par patriotisme baptisée armée soviétique, se trouve déjà à la frontière estonienne ; en avril, elle envahit la Roumanie et en septembre la Bulgarie et la Yougoslavie. Au mois de juillet, elle pénètre profondément dans le territoire lithuanien pour tâcher, avec une pointe massive vers Jelgava (Mitau) et le golfe de Riga, de couper Riga et la Lettonie centrale et orientale de la Courlande occidentale. On brise la pointe de cette attaque, mais cette opération anéantit la capitale de l'ex-duché de Courlande, Jelgava (Mitau) : de cette ville il ne reste qu'un amas de ruines. En même temps la Livonie centrale est déjà un champ de bataille et Riga tombe enfin, le 13 octobre 1944. Il ne reste donc que la tête de pont courlandaise, où la 19^e division lettonne (2^e division de la Légion Lettonne), ensemble avec quelques unités allemandes, résiste pendant de longs mois à une supériorité écrasante des armées bolchevistes : elle a repoussé au moins six attaques massives, permettant, par ce sacrifice, d'évacuer une bonne partie des fugitifs, surtout des femmes et des enfants, vers l'occident. Au mois de mai 1945, elle dépose les armes devant les victorieux bolcheviks qui ont traité ces braves soldats lettons comme ils ont l'habitude de traiter tous ceux qui osent ne pas se soumettre à leur messianisme asiatique. Les Lettons, pendant ces années, n'étaient pas populaires dans le monde ; on évitait de parler d'eux et la lutte des légionnaires lettons, vraiment épique, entreprise pour défendre leur patrie et pour permettre la retraite de leurs familles, on a fait semblant de l'oublier, tout simplement.

Les Lettons émigrés ont déjà publié bon nombre de mémoires, de souvenirs, de récits et de poésies même où l'on trouve des descriptions de la vie du peuple letton pendant les neuf derniers mois : été 1944-printemps 1945. C'est l'image d'une fièvre mortelle qui s'empare de toute une communauté humaine, de tout un peuple. Les « blanches routes » de la Lettonie étaient d'abord remplies d'émigrants, avec tous leurs biens réduits à quelques hardes sur des voitures, des chariots ou même des charrettes à main ; ensuite ces routes étaient sillonnées et broyées par les énormes chars d'assaut soviétiques — les fermes étaient dévastées et désertes, les villes en flammes. Tous fuient vers l'ouest, toujours vers l'ouest..., mais d'un côté c'est la mer et au delà de la frontière lithuanienne on aperçoit les gendarmes allemands, figures bien connues !

Sur la côte occidentale de la Courlande, la foule des émigrants grandit toujours ; les forêts fourmillent de déserteurs allemands et d'agents russes, la police allemande fait impitoyablement la chasse à tous ceux qui tâchent de s'embarquer pour « l'autre côté », la rive suédoise, mais la Mer Baltique est déjà pleine de rapides vedettes russes qui font de leur mieux, ensemble avec les avions soviétiques, pour traquer les Lettons. Et pendant tout ce temps, les batailles incessantes font rage, à la distance de quelques dizaines de kilomètres de cette côte.

La poétesse lettonne Strelerts, dans une de ses poésies qui vont rester immortelles, nous décrit ces images infernales de la fuite :

« ... Sur tous les chemins de notre vie, dans toutes les
épreuves que la destinée nous imposera,
A travers la fumée, le sang et les angoisses,
Devant nos yeux va flotter l'image de la côte cour-
landaise en flammes. »

Enfin, les autorités allemandes se décident (voir ci-dessus) d'évacuer un certain nombre de civils ; ainsi pouvait partir pour l'étranger une bonne partie de la population, en évitant le voyage gratuit vers la Sibérie qui lui était sans doute réservé.

On a reproché aux Lettons d'avoir porté l'uniforme allemand. C'étaient des formations spéciales, avec des distinctifs lettons ; ces unités ne combattaient pas encore pendant la phase offensive des Allemands, mais plus tard, quand il s'agissait de défendre la patrie et de sauver les foyers. Quelle possibilité de survivre

avaient les Lettons entre les deux grands peuples en lutte, avec leurs idéologies fanatiques ? D'ailleurs, les autorités allemandes mobilisaient les Lettons **de force**, comme cela avait eu lieu en Alsace-Lorraine. Cela était en contradiction flagrante avec le droit international.

On possède maintenant déjà les mémoires de plusieurs officiers lettons (voir surtout la brochure du colonel A. Plensners : « Informacija par Latviesu Legionu, Pinneberg, 1949 »). Les Allemands admettaient les officiers lettons jusqu'au grade de colonel inclus.

Les mobilisations des Lettons commençaient au début de l'année 1943 — quelle coïncidence dramatique avec la bataille de Stalingrad ! Les autorités nazies voulaient former des troupes lettonnes de volontaires, évidemment pour avoir une conscience tranquille en face des paragraphes de la Convention de la Haye de 1907. Cela n'eut pas de succès. Alors la mobilisation était proclamée, mais les dirigeants militaires lettons, avant de s'engager, présentèrent leurs contre-propositions — ce qui n'était pas facile en 1943 ! Leurs demandes étaient les suivantes : 1) toutes les unités lettonnes doivent être formées et instruites sur le territoire letton ; 2) la « Légion lettonne » doit être employée seulement pour la lutte contre les bolcheviks et sur le territoire letton ; 3) les unités de la « Légion » doivent être commandées par des officiers lettons ; 4) dans les unités de la « Légion » doivent être incorporés les « bataillons de police », formés auparavant.

En grandes lignes, les autorités allemandes consentirent à ces conditions et ont tenu leurs promesses ; ce n'est qu'au début de la période critique qu'elles nommaient au grade de chef de division des officiers allemands (au lieu des Lettons). C'était évidemment fait pour mieux maintenir leur contrôle.

La chronique des batailles des légionnaires lettons n'est pas encore écrite. Ces troupes ont héroïquement combattu près des marais de Volchov et des rives de la Velikaya, près de Pskov — c'étaient des positions de défense des frontières baltiques ; et à la fin de la guerre les Lettons livrèrent le combat en Courlande et en Allemagne. C'étaient des étapes d'une lutte incessante contre une formidable supériorité numérique et technique, se sacrifiant toujours à leur idéal national. La 15^e division lettonne s'est sauvée de l'encercllement ; après avoir été forcée par les Allemands de creuser des tranchées en Allemagne orientale, elle s'est rendue aux Américains et aux Anglais vers la fin du mois d'avril 1945 ; la 19^e division est restée...

Nous dirons quelques paroles sur les événements en Lettonie même dans les chapitres suivants ; ici nous mentionnerons ceux qui sont dispersés dans le monde entier. Ils sont très nombreux et c'est un gros pourcentage pour un peuple numériquement petit. Donnons quelques chiffres, quoique la situation soit bien variable. Dans les fichiers lettons en Allemagne en 1946 ont été enregistrées 115.000 personnes ; en Suède et en Danemark, il y avait à peu près 5.000 personnes ; en tout donc environ 120.000 émigrés. A la fin de 1950, leur répartition dans le monde entier, très approximative, était la suivante : aux Etats-Unis, 30.000 ; au Canada, 15.000 ; en Australie, 20.000 ; en Grande-Bretagne, 15.000 ; en Allemagne encore, 20.000, et 20.000 en Suède, en Danemark, en Belgique, en France, en Amérique du Sud et ailleurs. Très peu de ces émigrés lettons ont pu trouver du travail dans leur spécialité : ainsi quelques professeurs, quelques ingénieurs ou techniciens en général, quelques artistes, etc. ont eu cette chance. Le reste doit recommencer son existence simplement « d'en bas ». Les hommes travaillent dans l'agriculture un peu partout, ainsi que dans les usines et dans les mines de charbon en Belgique et en Angleterre ; les femmes travaillent comme infirmières, femmes de ménage ou simplement comme servantes, etc. On prend le travail où on peut le trouver et les attestations des autorités sont généralement bonnes.

Les émigrés ne veulent pas végéter dans l'émigration. Ils veulent résister moralement et déployer leur drapeau national dans les vents des terres étrangères. Les Lettons sont connus comme des individualistes. Le climat de l'émigration peut faire naître des défauts basés sur cette qualité. En effet, il y a des divergences, chose naturelle dans chaque émigration ; mais tout le monde est uni quand il s'agit des devoirs envers la patrie.

Les émigrés ressentent la nécessité d'avoir une possibilité d'exprimer leurs opinions et leurs désirs : dans chaque pays étranger où se trouvent un certain nombre de Lettons, il existe au moins un journal letton (généralement hebdomadaire) : en Suède, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Argentine. Nombreuses sont les réimpressions des œuvres littéraires de création récente : parmi les dernières on rencontre des œuvres de certains jeunes talents qui promettent beaucoup. Les expositions de tableaux sont difficiles à organiser, mais celles de l'art appliqué, si populaire chez les Lettons, ont lieu presque dans chaque colonie lettonne. Les concerts de nos artistes

sont fréquents, surtout en Angleterre ; on a même rétabli la tradition nationale des fêtes de chant, malgré les circonstances désavantageuses de l'émigration, tout récemment encore en Angleterre. Les savants lettons à l'étranger ont pu publier différents travaux dans leurs spécialités. Pendant quelques années, il existait même une Université Baltique (ensemble avec les Lithuaniens et les Estoniens) à Pinneberg, près de Hambourg.

Concluons ce chapitre en constatant qu'il y a maintenant dans le monde peu de familles lettonnes qui ne soient pas en deuil. La croix que nous portons est lourde, mais nous ne perdons ni notre courage, ni notre espoir.

XVIII

L'ISOLEMENT DE LA COTE ORIENTALE DE LA BALTIQUE LA LIGNE CURZON « A LA RUSSE »

Pendant les pourparlers des dirigeants du Kremlin avec le dernier gouvernement libre de la Pologne, celui de M. Mikolajczyk qui refusait d'accepter la ligne Curzon comme base de discussion, une réponse catégorique fut donnée qui était aussi catégorique comme dans le cas des Pays Baltiques (voir Cordell Hull, p. 1441) : avant de rétablir les relations polono-soviétiques, le gouvernement polonais devait publiquement accepter la ligne Curzon comme frontière orientale. Cette conception date déjà de Téhéran (voir chap. XIV). A Yalta, Staline présenta d'abord aux alliés occidentaux l'acceptation de cette ligne comme un énorme sacrifice du côté russe. Cette scène nous est racontée par M. Byrnes (chap. II, p. 47-50) : Aux suggestions du Président Roosevelt et du Premier Ministre Churchill qui recommandent tous deux l'acceptation de cette ligne, chacun à sa façon, Staline répond avec beaucoup de verve : « La ligne Curzon est la ligne de Curzon, de Clemenceau et des Américains qui prirent part aux conférences de 1918 et de 1919 ; les Russes n'y furent pas invités et n'y prirent pas part. Lénine n'était pas du tout enthousiaste au sujet de la ligne Curzon. Et maintenant on veut que nous soyons moins russes que Curzon et Clemenceau ! Vous voulez nous couvrir de honte ! Qu'est-ce que vont dire les Russes-blancs et les Ukrainiens ? Ils vont dire que Staline et Molotov sont des défenseurs les plus lâches de Curzon et de Clemenceau ! Moi, je ne pourrais pas prendre une décision pareille et rentrer après cela à Moscou la tête haute. » C'était la seule fois, pendant toute cette conférence, où il manifestait ses sentiments de cette manière. Et il continua : « Moi, je préférerais continuer la guerre, quoiqu'elle nous coûte du sang ; moi, je préférerais donner à la Pologne des

compensations à l'occident, aux dépens de l'Allemagne. C'est une chose qu'on ne discute pas ! Je veux demander à tous mes amis de me donner leur appui... Je suis d'accord pour prolonger les frontières occidentales de la Pologne jusqu'à la rivière Neisse », etc. M. Churchill était opposé à la frontière de la Neisse et finalement, après une longue discussion très animée, on arrive à rédiger une « déclaration ambiguë dans un certain sens », comme le dit M. Byrnes.

Nous n'avons pas l'intention ici d'insister sur les manœuvres russes, mais nous devons souligner deux points essentiels de notre intérêt baltique à l'égard de cette « ligne ». Le premier point, nous le pourrions appeler la psychologie des occidentaux à ce propos. En se basant sur le fait que cette ligne doit ou devrait représenter une division ethnique (Polonais, Ruthéniens, Ukrainiens), les hommes d'Etat occidentaux s'opposent à la Pologne, en supposant « tacito consensu » que les revendications polonaises au delà de la ligne Curzon sont basées sur un « impérialisme » pur et simple, en d'autres termes, sur des tendances politiques à blâmer et à condamner. C'est déjà M. Cordell Hull qui disait, en 1940, de pouvoir bien comprendre les meilleures positions défensives des Russes — qui sont meilleures, ajoutons-le de notre côté, aussi contre les alliés occidentaux eux-mêmes, chose comprise seulement après dix ans, — et c'est le Premier Ministre Churchill qui a dit à Yalta que les revendications russes sur les régions autour de Lwow, par exemple, « ne sont pas fondées sur la force, mais sur le bon droit » (Byrnes, p. 47). A l'époque où nous sommes, je ne trouve nulle part une allusion à l'impérialisme soviétique et encore moins une attaque contre cet impérialisme. On trouve tout naturel que les Blancs-Ruthènes doivent être subjugués par Moscou. On accepte leurs délégués à l'O.N.U., mais personne n'a jamais osé se demander si vraiment ces peuples sont tellement désireux d'appartenir à la « grand-mère » Russie ? L'autre observation regarde les questions militaires, c'est-à-dire celles de l'équilibre des forces dans ce secteur européen. La ligne Curzon « rediviva » a une ressemblance plutôt de mauvais augure avec les anciennes frontières de la « Pologne du Congrès » — « Kongresowka », comme les Polonais l'appellent — c'est-à-dire de la Pologne sous le règne du tsar Alexandre I^{er} qui a prétendu être, à cette époque, le porte-parole des peuples polonais et lithuanien, pour récompenser le Royaume des Jagellons du traitement qu'il avait subi au Congrès de Vienne. A part cette ressemblance

— même en élargissant les frontières de la nouvelle Lithuanie en y ajoutant la région de Vilnius (Vilno), lithuanien de droit — cette ligne enlève à la côte baltique un hinterland qui lui serait nécessaire pour résister à la pression du continent euroasiatique. Les dirigeants du Kremlin le savent fort bien, et pour priver les Baltes de leurs communications continentales avec l'occident, liaison qui s'est faite tout naturellement déjà depuis des siècles, ils ont voulu couper les jambes, pour employer cette comparaison, à la côte baltique, en occupant et en annexant la Prusse orientale à l'U.R.S.S., annexion reconnue tout de suite par les puissances occidentales, — voir Byrnes (p. 167) : « A Potsdam nous avons accepté d'appuyer à la Conférence de la Paix la mainmise russe sur Koenigsberg et sur l'important territoire de la Prusse Orientale. Pour le moment, nous avons reconnu le fait accompli dans l'Allemagne orientale. »

Le cercle autour des Baltes a donc été hermétiquement clos. On a poussé la Pologne vers l'ouest, pour qu'elle fasse, la première occasion venue, ses comptes avec les Allemands qui ne sont évidemment pas trop enthousiastes sur la ligne de frontière Oder-Neisse dans l'est. « *Divide ut impera.* » Complète satisfaction a donc été donnée à Moscou, et à l'occident il y a eu, peut-être, quelque doute. Bien plus que cela : la côte orientale de la Baltique, isolée et fermée, est devenue une des bases les plus fortifiées de tout l'empire communiste, base de défense et d'offensive. Si les journaux, surtout scandinaves, savent raconter tant de choses impressionnantes à ce sujet, je crois que les militaires en savent bien davantage, et ainsi le « cordon sanitaire » d'autrefois est devenu un formidable arsenal, mais cette fois-ci « anti-sanitaire ». Les voilà, les surprises auxquelles parfois est soumise la côte baltique quand l'histoire prend un mauvais cours.

La Russie a bien dépassé, depuis 1945, les frontières ethniques russes. La situation des peuples baltes, en 1952, est bien différente du temps des tsars russes. Après la période de la liberté et de l'épanouissement de leurs forces créatrices, ils connaissent maintenant l'oppression sauvage. Cette expansion russe était une chance qui « ne pouvait se présenter qu'une fois en cinquante ans » (paroles de Staline, d'après Cordell Hull, p. 1295). Le maître de la Russie actuelle y voyait le maximum de ses espoirs.

Mais la situation actuelle de la côte baltique, comme partie intégrante de l'Europe orientale, n'est qu'une solution **provisoire** ; c'est un de ces phénomènes « géopolitiques », caractérisés par les

sages paroles de Fr. Ratzel : « C'est l'espace qui va corriger les exagérations des situations créées provisoirement. »

Pour terminer, une petite remarque pour prouver combien vivant est encore aujourd'hui ce complexe que je me suis permis d'appeler « la psychologie de la ligne Curzon ». Dans le numéro du 19 décembre 1950 du « Saturday Evening Post » a paru un article de M. Strauss-Houpé dans lequel l'auteur « offre » les Pays Baltes, la Bessarabie et la Pologne orientale aux Russes pour qu'ils soient satisfaits et retirent leurs troupes de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Pologne, de la Hongrie, des Balkans, etc. Comme on le voit, l'auteur est aussi généreux qu'à son temps a été Ribbentrop, mais depuis ce temps le prix a bien monté !

VÆ VICTIS ET DERELICTIS !

Après avoir satisfait leur désir de vengeance dans la « forteresse de Courlande », après avoir subjugué cet « indocile » peuple letton, tellement « imbu de fierté bourgeoise », les bolcheviks, dorénavant maîtres absolus de la situation, commencèrent méthodiquement leur œuvre « d'assimilation de la vie baltique à la vie soviétique », comme l'on disait encore avec une certaine modération en 1940. Et pour qu'on ne les dérange pas dans cette besogne, ils fermèrent hermétiquement les frontières des États Baltiques aussi à tous les agents diplomatiques et à tous les journalistes étrangers.

De premier abord, les Russes ont soigneusement « nettoyé » le pays de toutes les personnes qui appartenaient auparavant aux forces armées, à la garde civique, à la police, à l'administration, aux partis politiques, aux milieux intellectuels, etc., de tous les « suspects », en somme. On calcule que de tous les trois Pays Baltiques on aurait déporté, pendant l'année de la victoire bolcheviste, de 400.000 à 500.000 personnes ; les chiffres exacts ne sont pas connus, parce que la police politique russe (elle change si souvent de nom) est très jalouse de ses statistiques. Les déportations « régulières » continuent toujours sous ces régimes, même dans les périodes d'accalmies ; nous tâcherons d'enregistrer seulement les périodes de déportations massives. L'aspect général est présenté au public par le livre de D. F. Dallin et B. F. Nicolayevski, *Forced Labor in Soviet Russia* (1947). On trouve les détails concernant les pays baltes dans l'article « Deportācijas » de l'encyclopédie lettonne « Latviešu Enciklopedija » (avec une carte des principaux camps de concentration, page 481). Or, après les deux déportations massives de 1941 et de 1945 a eu lieu la troisième qui dure jusqu'au mois de mars 1949 ; elle aurait commencé pendant l'année 1947, c'est-à-dire à l'époque de l'offen-

sive bolcheviste contre les « koulak's », et aurait coûté au peuple letton au moins 50.000 nouvelles victimes.

Ces déportations et ces chiffres énormes ont souvent évoqué dans la presse des émigrés lettons des cris d'angoisse et d'alarme. On craint que tout cela ne finisse par l'anéantissement complet des Lettons, des Estoniens et des Lithuaniens, comme cela a été le sort de différents peuples de l'U.R.S.S. Un journaliste américain, M. Edmund Stevens, ayant d'anciennes relations en Russie et parlant un russe impeccable, a réussi à pénétrer dans ce bastion gardé baltique et a entendu la déclaration suivante d'un officier de la police politique russe : « Un peuple difficile, ces Lettons ! Ils ne nous aiment pas et n'acceptent pas facilement notre ordre social. Ils sont trop difficiles et égoïstes. Si j'avais la possibilité, moi, je les enverrais tous au delà des Ourals... et puis nous repeuplerions ce pays avec nos gens. » Quand j'ai fait des objections, raconte M. Stevens, en disant que cela serait une entreprise plutôt difficile, le colonel répondit : « Si cela a été possible avec les Allemands du Volga, avec les Tartares de la Crimée et avec les populations de la Prusse Orientale, cela doit être possible aussi dans ce cas. » (Cité d'après « Il Messaggero di Roma », 26 mars 1950.)

L'infiltration dans les pays baltes d'individus de différentes nationalités et races de la Russie européenne ou asiatique est considérable et cela pourrait indiquer — à part l'affluence des affamés et des mendiants qui est aussi bien forte — une tendance politique du gouvernement soviétique. On a essayé d'établir des calculs des mouvements démographiques et ethniques en Lettonie, en se basant sur le nombre des électeurs dans les années 1947, 1948 et 1950, d'après les chiffres donnés par l'« Encyclopédie Soviétique », et l'on est arrivé à la constatation que le nombre des Lettons y est fortement diminué (voir, par exemple, le journal « Londonas Avize » du 22 novembre 1950), tandis que le nombre absolu des habitants de ce pays est même en augmentation.

Des réflexions sur les faits cités sont naturellement de nature très triste pour tous ceux qui habitent cette côte de la Baltique : si l'émigration, cette maladie chronique de l'humanité, est déjà en elle-même un fléau très grave, elle devient tragique dans ces temps ultra-modernes où on l'appelle parfois « génocide ». A chaque époque son vocabulaire ! Mais les Baltes, comme souvent pendant leur histoire mouvementée, trouvent une consolation dans leurs qualités innées : leur endurance, leur ténacité et leur

vitalité ; de plus, ils sont nés sur une terre où l'on a toujours « vécu dangereusement », comme dit F. Nietzsche. En effet, comment se présentait notre Zemgalie à la fin de la conquête de l'Ordre Teutonique (XIII^e siècle) ? Quel aspect avait la Livonie après les guerres moscovites au XVI^e siècle ou après la Guerre Nordique au XVIII^e siècle, quand le général russe Chérémétjev ne trouva plus rien à détruire en Livonie, comme il écrivit dans un rapport au tsar ? Et après la première guerre mondiale, dont ma génération sent encore les lourdes conséquences ? Dans leurs malheurs, les peuples baltes se consolent par la constatation, basée sur les leçons de l'histoire, que leur rôle est loin d'être fini.

A part les moyens physiques, les bolcheviks appliquent, comme on le sait maintenant partout, leurs méthodes de propagande et de contrainte, pour briser la résistance de ceux qui ne veulent pas obéir. Deux exemples seulement. Les bolcheviks « travaillent » la jeunesse déjà à partir d'un âge tendre ; ils isolent l'enfant complètement de tout entourage susceptible d'« infection idéologique » et l'élèvent comme des plantes idéologiques artificielles. Tout cela est possible et efficace dans des conditions d'une administration de l'Etat sans aucun scrupule et grâce à des moyens modernes de propagande : journaux, affiches et slogans, « coins rouges », radio, haut-parleurs assourdissants, etc. D'après les Russes, la plus grave faute des jeunes Lettons d'aujourd'hui est ainsi définie : « La faute la plus dangereuse de la jeunesse consiste à idéaliser les temps passés et à idolâtrer l'occident » (voir : « La Lettonie sous le joug bolcheviste », 1949, p. 14-15). Cette éducation produit ses effets ; elle influence les esprits et les âmes, et si un jour ces jeunes Lettons, aujourd'hui de l'âge scolaire, seront appelés par d'autres systèmes d'éducation de changer d'opinions et de convictions, il faudra beaucoup de temps et peut-être certaines crises de conscience auront lieu. Mais il y a aussi un revers de la médaille. Toute contrainte spirituelle peut produire des réactions et, plus que cela, même du dégoût et de l'aversion. C'est ainsi que les méthodes violentes des dictatures font naître les forces qui seront appelées à les détruire tôt ou tard. C'était le tsarisme russe qui a engendré les anarchistes, les nihilistes et les terroristes socialistes-révolutionnaires ; de même, un grand pourcentage des révolutionnaires actifs russes est sorti des séminaires orthodoxes où ils avaient commencé leurs études. Parmi ces renégats et révoltés on trouve aussi le dictateur actuel de toutes les Russies.

L'autre exemple, étant « universel » lui aussi et faisant partie du programme bolcheviste, doit être cité à cause des nuances locales baltes, basées sur une longue histoire. C'est le tableau le plus tragique de tout ce drame. La « Sovetskaya Latvia » du 1^{er} août 1947 publie le slogan militant : « Il faut donner un coup mortel aux koulaks et aux nationalistes bourgeois », lisez : aux paysans et aux intellectuels. De ces derniers, après les expériences des occupations russes de 1919 et de 1940, une grande partie s'est sauvée à l'étranger, où ces intellectuels subissent de dures privations et épreuves ; mais pour eux il n'y avait pas d'autre solution. Un de mes collègues a établi les chiffres concernant l'Université de Riga et l'Académie Agricole de Jelgava : en 1944, sur le nombre total de 522 enseignants de ces deux écoles supérieures, 368 personnes ont pris le chemin de l'exil et seulement 154 sont restées ou ont été forcées de rester, 70 % contre 30 %. Quant au paysan, surtout au paysan nordique, il faut constater qu'il ne quitte jamais de sa propre volonté son lopin de terre. Il faut le supprimer ou le chasser, et les bolcheviks ont fait l'un et l'autre. Nous citons des chiffres : « Les quatre premiers kolkhozes furent établis en Lettonie pendant l'hiver de 1946 à 1947, avec un total de 1.000 hectares ; le 1^{er} septembre 1947, le nombre des kolkhozes était déjà de 16 ; le 1^{er} janvier 1948, de 49 ; le 1^{er} mai 1950, de 4.200 environ, ce qui représente 97 % de toutes les anciennes propriétés des fermiers lettons (propriétés individuelles). La surface moyenne d'un kolkhoze est de 300 hectares. » (Svabe, p. 63.)

Nous trouvons des données plus récentes dans les « Izvestia » du 19 janvier 1951 ; l'article est écrit par le secrétaire du parti communiste letton en personne : « Pendant les années du régime soviétique, de grands changements se sont produits dans l'économie agricole de la Lettonie. Le procès de la collectivisation a été terminé dans la république, il y a deux ans. Pendant l'année passée, on a concentré les kolkhozes : au lieu de 4.115 kolkhozes existant auparavant, on a maintenant établi 1.792 coopératives agricoles. » L'auteur dit encore que la Lettonie produira une quantité de blé suffisante pour elle, et puis continue : « Devant nous se trouve un grand programme d'activité pour construire les édifices des kolkhozes, pour faire déménager les paysans des fermes isolées et pour les faire habiter dans les villages des kolkhozes... » Ce processus de la destruction systématique des fermes individuelles n'a que commencé ; ce fait est aussi confirmé par les chiffres du Bulletin : « Latvia behind the Iron Curtain »,

n° 38, janvier 1951, p. 7. Dans notre franc langage « bourgeois » cela signifie qu'à peu près tous les paysans lettons (c'est le cas aussi pour les autres pays baltes) ont été chassés de leurs terres et dépouillés de leurs propriétés ; de plus, ils ont été déclarés ennemis du régime soviétique et comme tels ils n'ont généralement pas le droit de faire partie des kolkhozes nouvellement fondés. Quel est le sort de ces malheureux ? Une bonne partie a été déportée, et ceux qui restent ont un avenir plein de menaces. Le fermier avec une propriété individuelle est pour les bolchevicks « un chien » ; « son nom est une espèce d'injure » (Ceichners, p. 405-406).

C'est un coup bien prémédité et, au point de vue social, le plus cruel dirigé contre le peuple letton, auquel encore en 1940 les Russes donnaient des promesses solennelles de ne pas le soumettre à cette épreuve. Le paysan letton, attaché à sa terre depuis des siècles, a créé par sa ténacité et par son courage la prospérité de son pays ; il a porté sur ses épaules le poids de tant de dominations étrangères, dans cette partie de l'Europe où des courants agressifs, venant de toutes les directions de l'horizon, se mêlent et s'entrechoquent. Son esprit individualiste a déjà été noté par un chroniqueur du moyen âge, qui parlait de la « trempe dure des Lettons qui construisent tout seuls leurs maisons dans les forêts ». Puis, au cours des siècles, les historiens relèvent souvent ce caractère individuel des fermes lettonnes, entourées de clôtures et de haies et embellies par des arbres séculaires qui cachent ces fermes aux regards des passants et créent de l'intimité en s'épanouissant vers le centre d'habitation, c'est-à-dire la cour, entourée de différents édifices (maison d'habitation, grange, aire et différentes étables). A ce propos, on peut lire les descriptions du célèbre voyageur F. G. Kobl qui écrivit, il y a plus d'un siècle, ou le récent poème épique de la ferme lettonne « Straumeni », d'Edouard Virza (il en existe des traductions française, allemande et autres). Cet esprit individuel va de pair avec les sentiments de l'intimité familiale et se reflète dans les « Dainas », le riche recueil de chansons populaires lettonnes, héritage en partie des siècles pré-chrétiens.

Tout ce charme séculaire du « home » letton serait donc maintenant remplacé par les kolkhozes qui apporteraient avec eux la psychologie du village russe, de la « derevnja », avec sa grande route poussiéreuse ou boueuse au centre, sans fleurs devant les maisons et sans arbres protecteurs, sans aucun ornement enfin,

route-rue, dominée par les sons de l'inévitable « garmochka » (petit accordéon) et dans les jours de fêtes fréquentée par des gens qui ont donné au verbe russe « gouljatj » (se promener) la signification d'un grand plaisir...

Au paysan letton ce complexe psychologique donne inévitablement la sensation de la banalité et du dégoût. Même assommé par les haut-parleurs soviétiques qui propagent partout les leit-motives monotones de la propagande bolcheviste, le Letton tâchera de résister jusqu'au bout, ayant devant les yeux les images de son foyer et de ses pénates.

VERS UNE NOUVELLE CRISE INTERNATIONALE

L'opinion publique ressemble souvent à ce type de personnes qu'on appelle « one track mind » (esprit ne suivant qu'une voie) : elle n'aime pas compliquer ses amours et ses haines. Or, ceux qui savent avoir deux flèches sur leur arc, comme dira M. Harriman de Staline, ont de grands avantages et de l'avenir dans ce monde.

Déjà pendant les dernières années de la guerre, surtout après Stalingrad et immédiatement avant la « paix » de 1945, il existait en Amérique du Nord une admiration exaltée pour les Russes, comme on l'a appris par les récits des témoins ; même les chefs responsables américains avaient subi une certaine influence par le « charme personnel du généralissime russe », comme ils l'avouent ouvertement. Il fallait par conséquent beaucoup de chocs et de coups pour que le grand public change de mentalité. « Uncle Joe made a good job », c'était le slogan répandu pendant ces années. Mais les grandes chancelleries ne seraient point à la hauteur de leurs responsabilités si elles ne pouvaient pas prévoir à une certaine distance les choses à venir. M. Cordell Hull, avec la franchise d'un caractère fort, tout en admettant la force impressionnante du dictateur russe, a de bonnes raisons déjà en automne 1944 de se demander « si les Soviets ne commencent pas à se détourner de la politique de coopération qu'ils ont acceptée à la conférence de Moscou (fin 1943) et qu'ils ont bien suivie, avec de petites exceptions, jusqu'à maintenant » (p. 1459). Il communique ses doutes à son ambassadeur à Moscou, M. Harriman, dont la réponse, autant qu'on puisse l'entrevoir de quelques lignes des mémoires de M. Cordell Hull, semble être le modèle d'un rapport diplomatique (p. 1459-1460). Or, ce rapport ne fait que renforcer les doutes des chefs américains et c'est de cette manière que nous comprendrons mieux les peines de M. Byrnes pendant les années

1945-1946, ainsi que la fin mélancolique de ces efforts : après avoir fait 7.700 lieues « à la recherche de la paix » (statistique et dessin à l'intérieur de la couverture de son livre, édition originale de 1947), l'auteur doit avouer bien franchement que les Russes ne veulent pas d'entente avec les alliés d'hier.

C'est donc un tournant, mais pour vraiment mériter ce nom il doit être approuvé et consacré par l'opinion publique, et cela au cours de quelques années seulement !

Aparavant, il fallait beaucoup de temps pour des revirements pareils, on exprimait même l'avis qu'une génération humaine ne devait pas voir plus d'une grande guerre. Aujourd'hui ce compte est périmé et quelqu'un qui a observé les hommes politiques et écouté leurs discours en 1945 et en 1950, à quelques années seulement de distance, aura pu constater que la roue de l'histoire tourne de nos jours à une vitesse impressionnante.

Il est difficile, sinon impossible, de préciser mathématiquement la date initiale de ce changement de l'opinion publique mondiale en face des Soviets, mais on en peut plus ou moins apprécier la profondeur, si l'on considère la publication de livres, de mémoires, d'essais critiques et même des attaques directes contre Moscou, contre son système social et contre sa politique étrangère, à partir de l'année de la publication du livre de M. Byrnes (1947). C'est surtout en 1948, 1949 et 1950 qu'il a paru un grand nombre de publications de ce genre, et le public les lit avec un grand intérêt, soit dans la langue originale, soit en traductions. Ces dernières sont généralement faites au pas de course. Tout cela va beaucoup plus vite, surtout quand on fait la comparaison avec les publications du même genre après la première guerre mondiale. Le 5 juin 1947, à l'Université de Harvard, M. G. Marshall, un des hommes politiques les plus éminents des Etats-Unis, prononça son célèbre discours, précis, court et simple, par lequel fut inauguré pour l'Europe le désormais célèbre « Plan Marshall ». Comme le plan « Lend and Lease » était, dans son temps, absolument nécessaire pour vaincre l'Allemagne et ses alliés, le « Plan Marshall » était appelé à sauver l'Europe, qui était ravagée physiquement et épuisée moralement, sans force et presque sans volonté ; l'Europe était ainsi libérée de l'emprise de Moscou, qui sait très bien exploiter de pareilles situations. On peut faire autant qu'on veut de comparaisons entre les deux grandes révolutions, française et russe : une différence essentielle doit toutefois être constatée. La première révolution est née

pendant les temps de paix, comme une manifestation de nouvelles forces sociales en évolution ; la deuxième, la révolution russe, est au contraire la conséquence d'une grande guerre perdue, c'est-à-dire un effondrement des forces de l' « ancien régime » russe, provoqué par des chocs venant de l'extérieur. Aussi le « bonapartisme » soviétique a-t-il des caractéristiques bien particulières, en tout cas en ce qui concerne son expansion vers l'ouest : il n'avance que quand les « autres » sont engagés dans des luttes fratricides ou sont déjà par terre ; sans l'énorme « Lend and Lease » américain, le sort de la Russie aurait été évidemment bien différent et sans les conférences de Téhéran et de Yalta on n'aurait pas vu les drapeaux bolchevistes sur l'Elbe et à Berlin.

On comprend sans commentaires pourquoi les maîtres du Kremlin ont déclenché une furieuse propagande contre le « Plan Marshall », mais c'était une bataille perdue dès les débuts : les dollars américains étaient et sont encore beaucoup plus puissants que les manifestations dans la rue des bolcheviks. Mais derrière tout cela il y a évidemment des « plans » plus vastes encore. Si les dirigeants américains se sont décidés à lancer leur plan de secours, un plan de grande envergure et de vastes visées politiques, ils ont probablement compté aussi avec les 7.700 lieues inutilement parcourues par M. Byrnes. Leurs ex-alliés de Moscou, de leur côté, ont compris que résister contre « l'encerclement » ne fait qu'augmenter les donations. Voyons les effets : le coup d'Etat en Tchécoslovaquie en 1948 (perte pour l'occident des importantes usines de Skoda), réunions et congrès des « contre-atomistes », création de kolkhozes gigantesques au lieu de kolkhoses moyens, propagande incessante pour la « paix », et finalement, la Corée. La tension continue et augmente. Surtout ce dernier choc, celui de la Corée, peut être considéré comme un vrai tournant : c'est lui qui a provoqué le réarmement massif des Etats Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, et c'est lui qui a donné la vie au Pacte Atlantique. Les Russes, s'ils veulent enfoncer les lignes des occidentaux, devraient faire le bonapartisme à la française, et non pas à la russe.

Si tout cela se développe selon les lignes indiquées, le problème baltique, comme partie organique du problème général de l'Europe orientale, doit sortir de sa léthargie temporaire. En effet, prudemment, mais avec des intentions faciles à entrevoir, on commence à parler dans les parlements anglais et américain

des camps de travail forcé dans l'U.R.S.S. ; on cite même parfois des chiffres et l'on mentionne à cette occasion aussi le triste sort des Baltes déportés. Même à l'O.N.U., on parle en passant des Baltes, mais prudemment, pour ne pas choquer les indécis et les neutres ; comme si dans ce grand problème international, posé comme il est maintenant, des « neutres » pourraient encore exister ! Ces faits sont de date très récente ; il n'y a donc pas de possibilités d'enregistrer déjà aujourd'hui, dans la perspective des temps qu'on va appeler un jour l'histoire, toutes les nuances des changements psychologiques et politiques en ce qui concerne les Baltes. On ne peut que signaler, en attendant, quelques faits caractéristiques, plus ou moins officiels. La Commission des Affaires étrangères du Sénat américain s'est plusieurs fois prononcée dans le sens d'un intérêt croissant pour les peuples de l'Europe orientale qui se trouvent sous la domination bolchevique. Tout dernièrement, des comités baltiques ont été admis dans le « National Committee for a Free Europe », dont les buts et les intentions sont bien définis et favorables à la cause des Baltes. « The Voice of America » vient de commencer des émissions radiophoniques régulières dans les langues baltes. Enfin, la déclaration de Philadelphie, signée par les représentants de dix nations se trouvant pour le moment derrière le « Rideau de fer » : Albanie, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, du 11 février 1951 (jour de la naissance du Président Lincoln — on sait ce que ce nom veut dire aux Américains !), dans la même salle où en 1776 la déclaration de l'indépendance des Etats-Unis avait été proclamée. Dans ce document on trouve, entre autres, la célèbre phrase d'Abraham Lincoln — que le monde ne peut pas vivre, si la moitié est libre et l'autre dans l'état de servage, phrase aujourd'hui plus juste que jamais.

PERSPECTIVES

Le regretté prof. H. Temperley a écrit, il y a plus d'un quart de siècle, une formule prophétique qui est en quelque sorte inquiétante pour les peuples de l'Europe orientale (p. 283) : « Les futures cinquante années seront pour l'Europe orientale pleines de dangers (fraught with fate). » S'il vivait encore, on pourrait lui demander quels étaient pour lui les motifs de cette prophétie qui pourrait être fatale pour deux ou trois générations de notre partie du monde..

Une chose est certaine : l'époque du Traité de Versailles a été un bouleversement profond et plein de conséquences pour les peuples qui habitent entre le Rhin et les Ourals, un changement révolutionnaire, politique et social. Quand s'écroulèrent, à la fin de la première guerre mondiale, les trois empires qui en 1795, au troisième partage de la Pologne, avaient définitivement liquidé, comme ils le croyaient, la zone « intermédiaire », alors de nouveaux facteurs politiques de cette zone, étant devenus majeurs, se partagèrent à leur tour les parties de cet héritage. Puis, le moment propice venu, les grands voisins de cette zone ont de nouveau repris « leurs droits » (il y a des personnes qui ne se gênent pas de répéter un pareil langage) sur la zone « pleine de dangers ». Mais les choses ne se répètent pas de la même façon. Hitler et Staline, pour imposer au monde leur quatrième partage de la Pologne et de la côte orientale de la Baltique, ont dû surpasser de beaucoup les méthodes de Frédéric le Grand et de Catherine II. Dans les temps modernes on commence à employer de nouveaux termes pour certaines nouvelles « formes » de la vie sociale, par exemple : « sélection anthropologique » et « génocide ». Du côté allemand, il y a déjà une abondante documentation là-dessus.

Les messieurs du Kremlin modernes, maîtres absolus de toute l'Europe orientale, sont de bons joueurs, compliments à qui de droit, mais leurs mises sont vertigineuses. La Russie est à l'apogée de son expansion, grâce à sa chance. Jamais on n'a vu une Russie pareille, même pas dans les temps quand les cosaques chevauchaient dans les rues de Paris et de Milan ; les dynasties des Rurikovitchi et des Romanoff doivent se sentir bien petites devant la puissance de Staline et de la dynastie du Politbureau. Sans être devenue bolcheviste, la Russie aurait-elle jamais pu atteindre ces hauteurs ?

Or, la force des dirigeants de l'U.R.S.S. est énorme, sans doute, mais leur régime est déjà usé : un tiers de siècle, c'est beaucoup pour un régime comme celui de Moscou. Certains observateurs croient que le bonapartisme russe (voir chap. XX) pourra inaugurer une période pendant laquelle les militaires tâcheront de réaliser leur rêve d'une domination mondiale. D'autres personnes expriment des craintes pour le sort du peuple russe, c'est-à-dire des Grand-Russes, qui avancent maintenant, comme disait le diplomate anglais, sur les doubles voies de l'empire russe et de la révolution mondiale et qui sont les vrais instigateurs, « nolens volens », de la révolution bolcheviste ; on entend déjà dire ouvertement : « La politique de Staline menace la nation russe d'un danger mortel », ou : « Les destinées de la Russie et du peuple russe seront en grand danger pendant la prochaine guerre mondiale. » (« The Eastern Quarterly », vol. IV, n° 1, janvier 1951, l'article de M. R. Wraga, p. 32.)

La solution appartient à l'avenir, mais à l'époque dans laquelle nous vivons il manque un élément essentiel pour que la situation internationale ne soit pas pleine de dangers : c'est la stabilité qui manque, car la situation internationale, et surtout celle de l'Europe orientale, est fautive, défigurée et par conséquent provisoire.

Sans parler de l'équilibre actuel des forces militaires et industrielles sur ce globe, on doit dire que la « situation psychologique » est fautive pour les peuples subjugués, parce que les slogans usés et défraîchis ne réussissent plus à cacher aux yeux l'injustice ; la situation est fautive pour les Russes eux-mêmes, parce qu'un beau jour ils vont se réveiller de cet état d'âme qu'on a appelé avec raison « l'atmosphère lourde d'irréalité, de tension, de méfiance » (voir le livre cité de M. Fitzroy Maclean, p. 114). Le processus est lent, parce qu'il touche aux profondeurs. Quand

il prendra fin, quand tout sera accompli, comme dit la Sainte Ecriture, de nouvelles bases seront établies pour l'existence des peuples en Europe orientale.

Du point de vue des Baltes, les solutions futures, pour être humaines et stables, devront respecter leurs droits et leur « attachement profond à la liberté », qualité que plusieurs auteurs ont relevée.

Les peuples letton, estonien et lithuanien ont des obligations sacrées et imprescriptibles envers leurs martyrs et leurs morts.

ERRATUM *p. 6.*

de souligner ici un élément de nature intercontinentale dans ce sauvage conflit de l'est et de l'ouest : la Moscovie seule est trop faible pour se frayer la route vers la Baltique ; elle y réussira seulement après avoir organisé son hinterland asiatique. C'est l'œuvre de trois tsars russes, avec leurs guerres d'expansion : deux s'appellent « grands », et le premier, le précurseur — « terrible » (Ivan IV, Pierre le Grand, Catherine II la Grande). On voit que la conquête de l'ouest n'est pas facile pour les Moscovites.

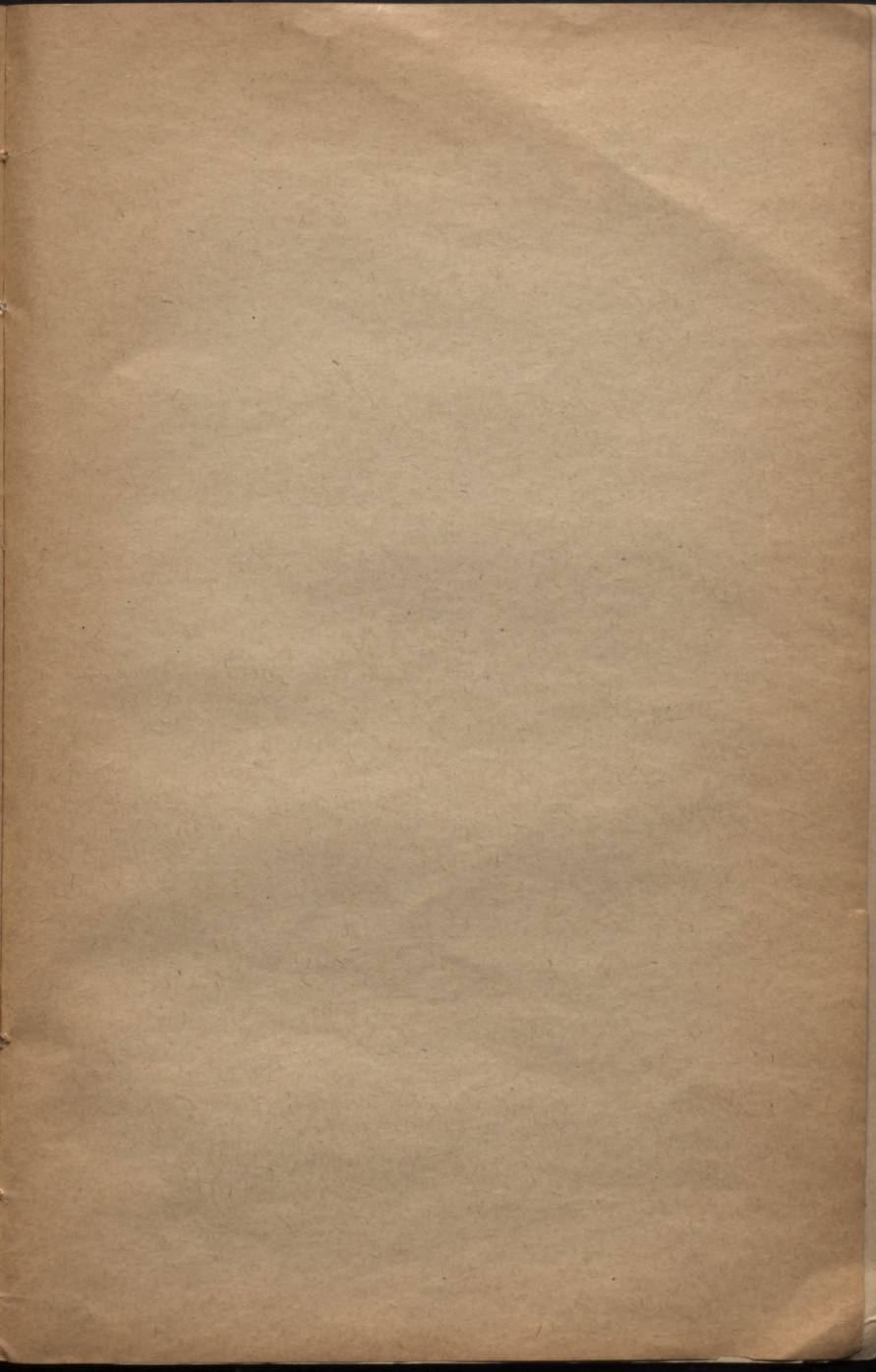
ABBREVIATIONS DES LIVRES PLUSIEURS FOIS CITES

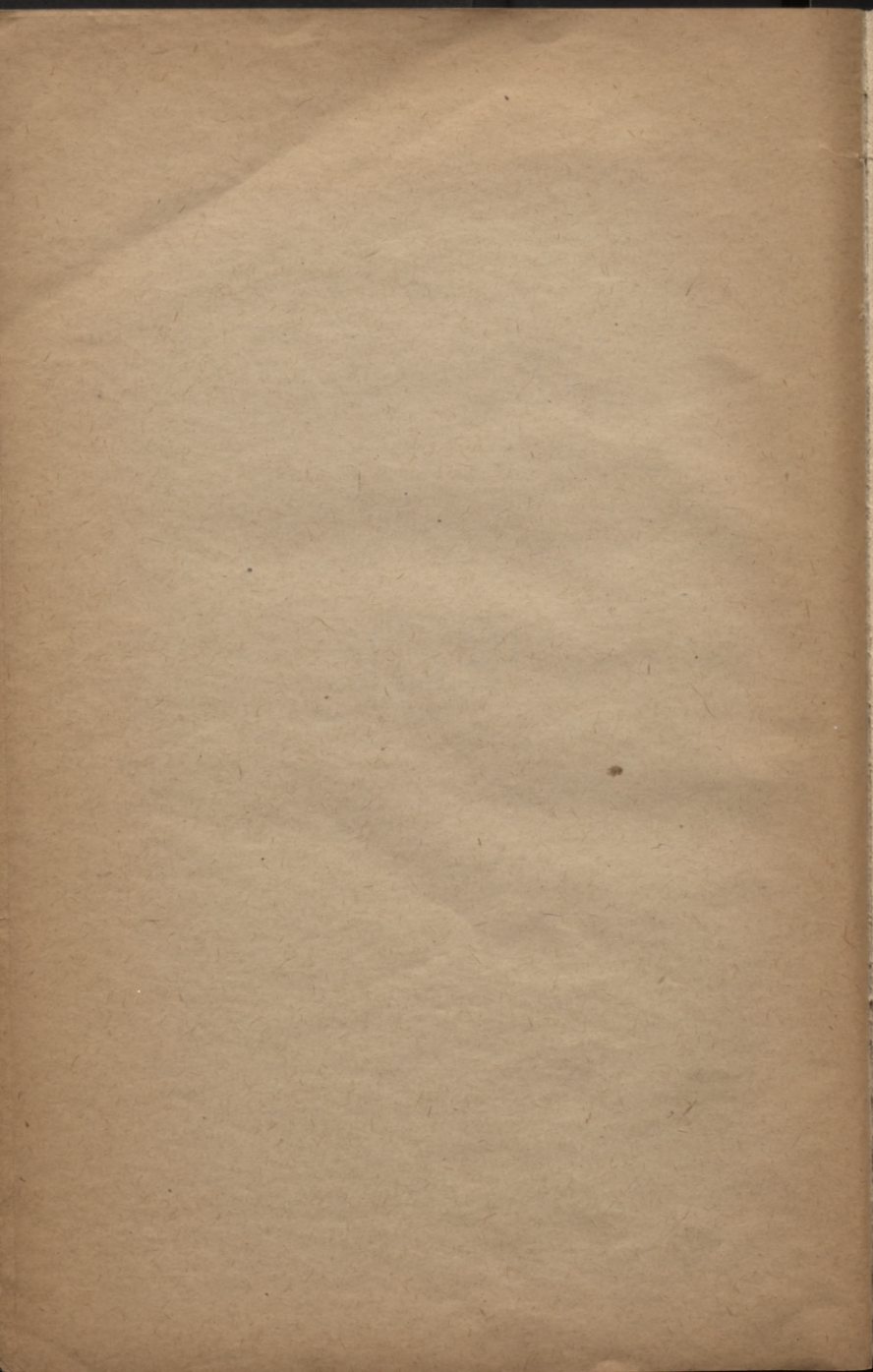
- Bilmanis.** — « Latvian-Russian relations ». Documents. Compiled by Dr Alfreds Bilmanis. Washington, 1944.
- Byrnes.** — James Byrnes, « Carte in tavola » (traduction italienne du livre : « Speaking frankly », de l'année 1947). 1948.
- Ciechanowski.** — J. Ciechanowski, « Defeat in victory ». New-York, 1947.
- Ceichners.** — Alfreds Ceichners. « Was Europa drohte ; die Bolschewisierung Lettlands 1940-1941 ». Riga, 1943.
- Fischer.** — « The Soviets in World Affairs. A history of relations between the Soviet Union and the rest of the world », by Louis Fischer. In two volumes. London, 1930.
- Grant and Temperley.** — « Europe in the Nineteenth and Twentieth Century (1789-1939) », by A. J. Grant and Harold Temperley, With a Supplementary Section dealing with the year 1938-1939, by Lillian M. Penson. London, 1948.
- Hopkins.** — R. E. Sherwood : « The White House papers of L. Harry Hopkins », vol. II (contient les documents de H. à partir de janvier 1942 jusqu'en juillet 1945). London, 1949.
- Cordell Hull.** — « The Memoirs of Cordell Hull ». In two volumes. New-York, 1948.
- Latv. Enc.** — « Latvju Enciklopedija » (Latvian Enciclopedia). Redaktors Arveds Svabe. Livraisons 1-7. Edition abrégée, en train de publication à Stockholm.
- Nazi Conspiracy.** — « Nazi Conspiracy and Agression ». Washington, 1946-1947.
- Sir Maurice Peterson.** — Matrice Peterson : « Both sides of the Curtain ». An autobiography. London, 1950.
- Procès Nuremberg.** — Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal Militaire International ; 14 novembre 1945-1^{er} octobre 1946. 1947.
- Rossi.** — A. Rossi : « Deux ans d'alliance germano-soviétique. Août 1939-juin 1941 ». Paris, 1949.
- Sov. Enc.** — « Bolchaya Sovietskaya Entsiklopedija ». S.S.S.R. Moskvà, 1948.
- Svabe.** — « The Story of Latvia ». A historical survey by professor Dr. Arveds Schwabe. Stockholm, 1950.
- Temperley.** — « A History of the Peace Conference of Paris ». Edited by H. W. V. Temperley. Vol. VI. London, 1924.
- Unams.** — Z. Unams : « Neatkarības saulrietā » (c'est-à-dire « Le crépuscule de l'indépendance ». Oldenburg, 1950.

ERRATUM

de souligner ici un élément de nature intercontinentale dans ce
sauvage conflit de l'est et de l'ouest : la Moscovie seule est trop
faible pour se frayer la route vers la Baltique ; elle y réussira
seulement après avoir organisé son hinterland asiatique. C'est
l'éuvre de trois tsars russes, avec leurs guerres d'expansion :
deux s'appellent « grands », et le premier, le précurseur — « ter-
rible » (Ivan IV, Pierre le Grand, Catherine II la Grande). On
voit que la conquête de l'ouest n'est pas facile pour les Moscovites.

Imp. J. E. P.
7, rue Cadet
Paris IX^e





1.5

LATVIJAS NACIONĀLĀ BIBLIOTĒKA



0309114334

